



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 MAI 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1739

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêt en conseil, en date du vingt-huitième jour d'avril dernier, 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, Charles Edouard Napoléon Hebert, échevin du quartier Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et Ovide Henri Richer, médecin, 143, rue Rachel, Montréal.

1901

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-huitième jour d'avril dernier, 1902, de nommer monsieur Adolphe Germain, magistrat de district, de la cité de Sorel, Recorder pour la cité de Sorel.

1879

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-huitième jour d'avril 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Joliette, Ovide Brien, marchand-épicer, Adélard Roy, bourgeois, Hilaire Allard, bourgeois, Edmond Therrien, forgeron, Joseph Armand Lambert, marchand, tous de la ville des Laurentides, et Josephat Gareau, cultivateur, de Saint-Roch l'Achigan.

1881

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17th MAY, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1740

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-eight day of April last, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Charles Edouard Napoléon Hebert, alderman of Saint Jean Baptiste ward of Montreal, and Ovide Henri Richer, physician, 143, Rachel street, Montreal.

1902

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-eight day of April, last, 1902, to appoint Mr. Adolphe Germain, district magistrate, of the city of Sorel, Recorder for the city of Sorel.

1880

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-eight day of April, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Joliette, Ovide Brien, merchant grocer, Adélard Roy, gentleman, Hilaire Allard, gentleman, Edmond Therrien, blacksmith, Joseph Armand Lambert, merchant, all of the town of Laurentides, and Josephat Gareau, farmer, of Saint Roch l'Achigan.

1882

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 9 mai courant, 1902, de nommer MM. Joseph Gaudreau, Louis Saint-Laurent, Pascal Beaulieu, J. Georges Paradis et Damase Charest, commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Edmond du Lac au Saumon, comté de Témiscouata.

No 900 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 9 de mai courant, 1902, de nommer M. John Henry Semple, membre de la commission scolaire catholique de la cité de Montréal, en remplacement de M. Frank J. Hart, décédé. 1889

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du neuf mai 1902, de nommer M. Arthur Huot, garde de chasse et de pêche, de l'endroit appelé, "La Poste", canton de Montigny, comté d'Ottawa, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572 des Statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district d'Ottawa, et d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Richelieu, Samuel Martel et Émilien Desmarais, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, comté de Yamaska.

District de Chicoutimi.—Louis Nazaire Asselin, marchand, d'Hébertville, comté du Lac Saint-Jean.

District de Kamouraska.—Xavier Bouchard, loueur de chevaux, de Saint-Mathias de Cabano, comté de Témiscouata.

District de Saint-François.—Solyne Barsalou, forgeron, de Marston, comté de Compton. 1917

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourraient concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que par
Proc.-Général. } le Statut du Canada
1 Edouard VII, ch. 12, il est décrété que : " Tous les ans, dans toute l'étendue du Canada, le 24^{me} jour de mai, étant le jour anniversaire de la naissance de feu Sa Majesté la Reine Victoria, sera, lorsqu'il ne tombera pas un dimanche, jour de fête légale, et sera tenu et observé comme tel, sous le nom de " Jour de Victoria."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos que le dit 24 de mai prochain, soit déclaré jour non juridique dans la province de Québec.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons : " Que samedi, le 24 mai prochain, soit

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of May instant, to appoint Messrs. Joseph Gaudreau, Louis Saint-Laurent, Pascal Beaulieu, J. Georges Paradis and Damase Charest, school commissioners of the municipality of Saint-Edmond du Lac au Saumon, county of Témiscouata.

No. 900 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of May instant, to appoint Mr. John Henry Semple, a member of the catholic school commission, to replace Mr. Frank J. Hart, deceased. 1890

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth of May, 1902, to appoint Mr. Arthur Huot, fish and game keeper, at the place called "La Poste," township of Montigny, county of Ottawa, a justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the revised Statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Ottawa, and to associate to the commission of the peace for the district of Richelieu, Samuel Martel and Émilien Desmarais, both farmers, of the parish of Saint-Zéphirin de Courval, county of Yamaska.

District of Chicoutimi.—Louis Nazaire Asselin, marchand, of Hébertville, county of Lake Saint John.

District of Kamouraska.—Xavier Bouchard, livery stable keeper, of Saint Mathias de Cabano, county of Témiscouata.

District of Saint Francis.—Solyne Barsalou, blacksmith, of Marston, county of Compton. 1918

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS by the
Atty.-General. } Statute of Canada,
1st Edward VII, ch. 12, it is enacted that every year throughout the whole of Canada, the 24th day of May, being the anniversary of the birth of Her late Majesty Queen Victoria, shall, when it does not fall on a Sunday, be a legal holiday, and shall be kept and observed as such.

AND WHEREAS We have deemed fit that the said 24th of May be declared a non-judicial day in the province of Quebec.

NOW KNOW YE that, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain, that Saturday, the 24th.

considéré jour non juridique et observé comme jour de fête publique, sous le nom de "Jour de Victoria."

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

1961

Canada
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ,

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

of May instant, be considered as a non-judicial day and observed as a public holiday, by the name of "Victoria Day."

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTEENTH day of MAY in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the second year Our Reign.

By command,

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

1962

Canada,
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ,

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SECOND day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear:

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on ELEVENTH day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIX - HUITIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1631

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this EIGHTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

1632

Avis du Gouvernement

No 658.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Prospér, comté de Dorchester, les lots suivants, savoir : Dans le IV^e rang du canton de Watford, les lots Nos 30 jusqu'à 45 inclusivement, partie nord-est de la rivière Veilleux, les lots 24 jusqu'à 29 inclusivement ; dans le Ve rang du dit canton, les lots 14, 15 et 16, et les parties nord-est de la rivière, les lots 12 et 13 ; dans le VI^e rang du dit canton, les lots 17, 18, 19 et 20, et les parties nord-est de la rivière, les lots 14, 15 et 16 ; dans le VII^e rang, les parties nord-est des lots 18 jusqu'à 24 inclusivement, et les lots Nos 25 à 30 inclusivement, et annexer tous ces lots et parties de lots à la municipalité de "Sainte-Rose de Watford", dans le même comté, pour les fins scolaires.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet prochain, 1902.

1893

No 273.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 9 mai courant, 1902, d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "La Minerve," le canton La Minerve, comté d'Ottawa, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 29 novembre 1892.

Cette érection ne devant prendre que le 1^{er} juillet prochain 1902.

1887

No 540.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lac des Commissaires," le territoire suivant, savoir : borné au nord par la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, Lac Bouchette, partie dans le canton Dablon et Dequen ; au sud, par le territoire qui s'étend entre le lac Long sur la ligne du chemin de fer du lac Saint-Jean et Kiskissink ; à l'est, par la ligne du chemin de fer susdit, et à l'ouest par la partie la plus reculée du canton Crespeuil, c'est-à-dire à quatre milles à l'ouest du Lac des Commissaires, comté du Lac Saint-Jean.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet prochain, 1902.

1891

Government Notices

No. 658.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Prosper, county of Dorchester, the following lots, to wit : In the IVth range of the township Watford, lots Nos. 30 to 45 included ; north east part of the river Veilleux, lots 24 to 29 included ; in the Vth range of the said township, lots 14, 15 and 16, and the north east parts of the river, lots 12 and 13 ; in the VIth range of the said township lots 17, 18, 19 and 20, and the parts north east of the river lots 14, 15 and 16 ; in the VIIth range, the north east part of lots 18 to 24 included, and lots Nos. 25 to 30 included, and to annex all these lots and parts of lots to the municipality of Sainte Rose de Watford, in the same county, for school purposes.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1894

No. 273.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of May instant, to erect into a school municipality, under the name of "La Minerve," the township La Minerve, county of Ottawa, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the 29th November, 1892.

This erection will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1888

No. 540.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Commissioners' Lake", the following territory, to wit : bounded on the north by the parish of Saint-Thomas d'Aquin, Lake Bouchette, partly in the township of Dablon and Dequen ; on the south by the territory which stretches between Lake Long on the Lake Saint John railway line and Kiskissink ; on the east by the railway line aforesaid, and on the west by the most remote part of the township Crespeuil, namely, at four miles to the west of Commissioners' Lake, county of Lake Saint John.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1892

No 768.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, les lots suivants du cadastre, savoir : Nos. 278, 280, 281, 282 et partie de 283, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "N.-D. du Mont Carmel", même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

1817.2

No 1189.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Métabetchouan, Lac Saint-Jean, les lots suivants, savoir : Nos 23 jusqu'au No 39, inclusivement, des IVE et VE rangs du canton Métabetchouan, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-André", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1813-2

No 921.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Delimitation d'une municipalité scolaire.

Demande est faite d'annexer à la municipalité de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, les lots suivants, savoir : Nos 6 jusqu'au No 22, inclusivement, dans les 11e rang du canton Signaï. Cette partie de territoire n'appartenant à aucune municipalité scolaire.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1815.2

No. 1156.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Kiamika," la partie de territoire suivant, savoir : les rangs IV, V, VI et VII du canton Kiamika, comté d'Ottawa.

Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le premier juillet prochain 1902.

1835.2

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 22 avril 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Zéphirin Napoléon Raymond, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Saint-Placide, comté des Deux Montagnes, dans le district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Amable Bernard, en son vivant, notaire public, de la paroisse de Saint

No. 768.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Pacôme, county of Kamouraska, the following cadastral lots, namely : Nos. 278, 280, 281, 282 and part of 283, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "N.-D. du Mont Carmel," same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1818

No. 1189.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Metabetchouan, Lake Saint John, the following lots to wit : Nos 23 to 39, inclusively, of ranges IV and V of the township of Metabetchouan, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Saint André", in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1814

No. 921.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipality.

Application is made to annex to the municipality of Saint Bruno, Lake Saint John, the following lots, to wit : Nos. 6 to No. 22, inclusively, in the 11th range of the township Signaï. That portion of territory not belonging to any school municipality.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1816

No. 1156.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Kiamika," the part of the following territory, viz : ranges IV, V, VI and VII of the township of Kiamika, county of Ottawa.

This territory does not form part of any school municipality.

This erection, if it is authorized, is to take effect only on the first of July next, 1902.

1836

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 22nd April, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Zéphirin Napoléon Raymond, esquire, notary public, and practicing at Saint Placide, county of Terrebonne, district of Terrebonne, by which he asks for the transfert in his favor of the minutes, repertory and index of the late Amable Bernard, in his lifetime notary public, of the parish of Saint Placide, county of

Placide, comté des Deux Montagnes, district de Terrebonne, en vertu des dispositions du code du notariat.

1645-4 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinquième jour de mai 1902, incorporant Peter Elie Brown, agent financier; Gustave des Trois Maisons, gentilhomme; Ernest Edward Kent, dentiste; Pascal Deslauriers, agent d'immeubles; Louis Deneau, agent d'immeubles; Joseph Albert Guimond, gentilhomme; Charles Cushing, notaire, tous des cité et district de Montréal dans les buts suivants, savoir: faciliter l'achat, la vente, le louage, la tenure de propriétés et sûretés hypothécaires, de les acheter et les vendre et de contracter en rapport d'iceux, et de faire toutes choses se rapportant aux fins et opérations de la compagnie sous le nom de "Union Home and Real Estate Company", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00) divisée en quatre cents actions (400) de vingt-cinq piastres (\$25.00), chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de mai 1902.

1883 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 12 mai 1902.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du canton de Maddington, comté d'Arthabaska, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

1895 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de mai 1902, incorporant Robert Hughes Conroy, du village de Aylmer, propriétaire de moulin; Alexander Harvey Taylor, estimateur de douanes; James Evans Grant, marchand de quincaillerie; William Alfred Grant, marchand de quincaillerie, et Edward Albert Olver, garde-magasin, tous de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, dans les buts suivants, savoir:

Fournir des endroits de club de yacht sur le lac Decheane ou près de la ville d'Aylmer, dans la province de Québec, et préparer les dits endroits pour navigation en bateaux et en yachts et pour autres fins de la compagnie, et de fournir des pavillons, bains, salles de rafraichissements et autres commodités y ayant rapport.

Promouvoir la navigation en bateaux et en yacht et autres amusements et passe-temps aquatiques.

Tenir et préparer des courses en bateau et en yacht et concours, et offrir et donner des prix, récompenses et distinctions ou y contribuer.

Souscrire, devenir membre et coopérer avec toute autre association, soit incorporée ou non, dont les objets sont tous ou en partie semblables à ceux de cette compagnie.

Acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte d'appareils et de toutes sortes de provisions, liquides et solides, requises par les personnes fréquentant les endroits de la compagnie.

Acheter, louer ou acquérir autrement toutes terres, bâties, servitudes, propriétés, meubles et

Two Mountains, district of Terrebonne, in virtue of the provisions of the notarial Code.

1646 ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1902, incorporating: Peter Elie Brown, financial agent; Gustave des Trois Maisons, gentleman; Ernest Edward Kent, dentist; Pascal Deslauriers, real estate agent; Louis Deneau, real estate agent; Joseph Albert Guimond, gentleman; Charles Cushing, notary public, all of the said city and district of Montreal, for the following purposes, viz: to facilitate the buying, selling, leasing and holding of real estate and hypothecary securities, to buy and sell the same and contract in relation thereto, and to do all things relative to the objects of the company, under the name of "Union Home and Real Estate Company", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred shares (400) of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of May, 1902.

1884 ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 12th May, 1902.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the township of Maddington, county of Arthabaska, to obtain the authorization to publish in the french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

1896 ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1902, incorporating Robert Hughes Conroy, of the village of Aylmer, mill owner; Alexander Harvey Taylor, customs appraiser; James Evans Grant, hardware merchant; William Alfred Grant, hardware merchant, and Edward Albert Olver, warehouseman, all of the city of Ottawa, in the province of Ontario, for the following purposes, viz:

To provide yacht club premises on lake Decheane, at or near the town of Aylmer, in the province of Quebec, and lay out such premises for boating, yachting and other purposes of the company, and to provide pavillions, lavatories, refreshment rooms and other convenience in connections therewith.

To promote boating and yachting and other aquatic sports and pastimes.

To hold and arrange boating and yachting races and competitions, and offer and grant or contribute towards the provision of prizes, awards and distinctions.

To subscribe to become a member of, and co-operate with any other association, whether incorporated or not, whose objects are altogether or in part similar to those of this company.

To buy, sell and deal in all kinds, of apparatus and all kinds of provisions, liquid and solid, required by persons frequenting the company's premises.

To purchase, take or lease, or otherwise acquire any lands, buildings, easements, property,

immeubles qui peuvent être requises pour les fins de la compagnie ou capables d'être employés convenablement en rapport avec aucun des objets d'icelle.

Prélever de l'argent par souscription, et accorder tous les droits et privilèges aux souscripteurs, sous le nom de "Victoria Yacht Club," avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille actions (1,000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatorzième jour de mai 1902.

1915 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.



PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, MINES ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 19 avril 1902.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, le MARDI, TROISIÈME jour de JUIN 1902, à ONZE heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

Superficie
Milles carrés.

Rivière du Lièvre, branche N. O. 3.....	50
Rivière du Lièvre, branche N. O. 4.....	50

OTTAWA INFÉRIEUR.

Harrington, Est Rivière Rouge.....	6 1/5
Harrington, Ouest Rivière Rouge.....	2 1/4

SAINT-MAURICE.

Manouan 1 Nord.....	50
Manouan 2 Nord.....	24
Manouan 3 Nord.....	35
Manouan 1 Sud.....	50
Manouan 2 Sud.....	50
Manouan 3 Sud.....	45
Manouan 8 Sud.....	30
Manouan 9 Sud.....	21
Arrière Manouan 3 Nord.....	30
Arrière Manouan A. Nord.....	40
Arrière Manouan B. Nord.....	49
Arrière Manouan C. Nord.....	50
Arrière Manouan D. Nord.....	50
Ile Bostonnais.....	10
Bostonnais 3 Nord.....	40
Haut Saint-Maurice Nos 1 à 40, chacune....	50

SAINT-CHARLES.

Rivière à Mars 3.....	20
Rivière du Moulin 4.....	12
Rivière Jacques-Cartier Branche N. O. 2....	37
Rivière Jacques-Cartier 2 Ouest.....	42
" " " 2 Est.....	38
Rivière Jacques-Cartier 3.....	30
" " " Branche N. E., 1 Ouest.....	42
" " " Branche N. E., 1 Est.....	31
" " " Branche N. E., 2 Est.....	50

real and personal, which may be requisite for the purposes of, or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company.

To raise money by subscriptions, and to grant any rights and privileges to subscribers under the name of the Victoria Yacht Club, with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand shares (1,000) of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourteenth day of May, 1902.

1916 ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.



PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTEMENT OF LANDS, MINES AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 19th April, 1902.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale, at public auction, in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, on TUESDAY, the THIRD day of JUNE 1902, at ELEVEN o'clock A. M.

UPPER OTTAWA

Area
Square Miles.

River du Lièvre, N. W. Branch 3.....	50
River du Lièvre, N. W. Branch 4.....	50

LOWER OTTAWA.

Harrington East River Rouge.....	6 1/5
Harrington West River Rouge.....	2 1/4

SAINT MAURICE.

Manouan 1 North.....	50
Manouan 2 North.....	24
Manouan 3 North.....	35
Manouan 1 South.....	50
Manouan 2 South.....	50
Manouan 3 South.....	45
Manouan 8 South.....	30
Manouan 9 South.....	21
Rear Manouan 3 North.....	30
Rear Manouan A. North.....	40
Rear Manouan B. North.....	49
Rear Manouan C. North.....	50
Rear Manouan D. North.....	50
Bostonnais Island.....	10
Bostonnais 3 North.....	40
Upper Saint Maurice Nos. 1 to 40, each.....	50

SAINT CHARLES.

River à Mars 3.....	20
River du Moulin 4.....	12
River Jacques Cartier N. W. Branch 2.....	37
River Jacques Cartier 2 West.....	42
" " " 2 East.....	38
River Jacques Cartier 3.....	30
" " " N. E. Branch, 1 West.....	42
" " " N. E. Branch, 1 East.....	31
" " " N. E. Branch, 2 East.....	50

LAC SAINT-JEAN CENTRE.

	Superficie Milles carrés.
Canton Dequen, rang 4	1
Canton Métabetchouan, 1.....	19½
Rivière Ouïatchouan, 141.....	19½
Rivière Ouïatchouan, 142.....	25

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Canton Charlevoix 2	1½
---------------------------	----

LAC SAINT-JEAN NORD-OUEST.

Rang 1, Nord du Lac Saint-Jean, 2	31
" " " 3	29
Rang 2, Nord du Lac Saint-Jean, 3	18
" " " 4	25
Rang 3, Nord du Lac Saint-Jean, 4	28
Rivière Mistassini, 4	13½
Petite Rivière Péribonka	29
Rivière au Saumon, 1	46
" " 2	49
" " 3	41½

SAGUENAY.

Rivière à la Chasse et aux Anglais.....	34
" Saint-Laurent, Ouest	30
" Mistassini et Sheldrake, 1.....	32½
" Saint-Nicolas, Ouest.....	25½
" Saint-Nicolas 2 Est.....	7½
" Saint-Jean 7	12
" Saint-Jean 8	12
Rivière Saint-Jean Branche Est 1	22
" Saint-Jean Branche Est 2	18
" Saint-Jean Branche Est 3	30
Rivière au Saumon 1.....	34
Rivière Manicouagan 3.....	24
Rivière Manicouagan 4.....	27
Rivière Manicouagan 6	58
Rivière Manicouagan, Nos 7 à 28, chacune..	50
Partie de Saguenay Est A.....	7
Saguenay Ouest 1 A.....	10
Partie de Saguenay 3 et 4 Ouest	49
Canton Albert 88.....	20½
Rivière Magpie 3.....	32
" " 4.....	32
" " 5.....	32
" " 6.....	32
" " 7.....	32
" " 8.....	32
Escoumains 5 Est.....	34
Sault au Mouton 3.....	36
Rivière Malbaie 8 A.....	40
" " 9 A.....	53
" " 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
Rivière Malbaie 13.....	49
" " 14.....	26
" " 15.....	45
" " 16.....	32
Arrière canton Callières.....	18
Canton Callières.....	15
Sault au Cochon 1 Est.....	30
Rivière Portneuf Branche Nord Est.....	50
Rivière Marguerite 1 Ouest.....	25
" " 2	20
" " 3	20
" " 4	20
" " 5	15
" " 1 Est	25
" " 2	20
" " 3	20
" " 4	20
" " 5	15

VALLEE DE METAPEDIA.

Canton Matalik 1.....	18
Canton Matalik 2.....	18½

LAKE SAINT JOHN CENTRE.

	Area Square miles.
Township Dequen, range 4.....	1
Township Metabetchouan, 1.....	19½
River Ouïatchouan, 141.....	19½
River Ouïatchouan, 142.....	25

LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Charlevoix, 2.....	1½
-----------------------------	----

LAKE SAINT JOHN NORTH WEST

Range 1, North of Lake Saint John, 2.....	31
" " " 3.....	29
Range 2, North of Lake Saint John, 3.....	18
" " " 4.....	25
Range 3, North of Lake Saint John, 4.....	28
River Mistassini 4.....	13½
Little River Péribonka.....	29
River au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½

SAGUENAY.

River à la Chasse et aux Anglais.....	34
" Saint Lawrence, West.....	30
" Mistassini & Sheldrake, 1.....	32½
" Saint Nicolas West.....	25½
" Saint Nicolas 2 East.....	7½
" Saint John 7.....	12
" Saint John 8.....	12
River Saint John East Branch 1.....	22
" Saint John East Branch 2.....	18
" Saint John East Branche 3.....	30
River au Saumon 1.....	34
River Manicouagan 3.....	24
River Manicouagan 4.....	27
River Manicouagan 6.....	58
River Manicouagan, Nos 7 to 28, each.....	50
Part of Saguenay East A.....	7
Saguenay West 1 A.....	10
Part of Saguenay 3 and 4 West.....	49
Township Albert 88.....	20½
River Magpie 3.....	82
" " 4.....	32
" " 5.....	32
" " 6.....	32
" " 7.....	32
" " 8.....	32
Escoumains 5 East.....	34
Sault au Mouton 3.....	36
River Malbaie 8 A.....	40
" " 9 A.....	53
" " 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
" " 13.....	49
" " 14.....	26
" " 15.....	45
" " 16.....	32
Rear township Callières.....	18
Township Callières.....	15
Sault au Cochon 1 East.....	30
River Portneuf North East Branch.....	50
River Marguerite 1 West.....	25
" " 2	20
" " 3	20
" " 4	20
" " 5	15
" " 1 East	25
" " 2	20
" " 3	20
" " 4	20
" " 5	15

MATAPEDIA VALLEY

Township Matalik 1.....	18
Township Matalik 2.....	18½

RIMOUSKI OUEST.

	Superficie Milles carrés.
Canton Neigette 2.....	3
Arrière Mistigouèche.....	35
Canton Macpès 5.....	3½
Canton Fleuriault.....	1

RIMOUSKI EST.

Canton Matane 4.....	2
----------------------	---

BONAVENTURE OUEST.

Rivière Escuminac Nord 3.....	12
Rivière Nouvelle 1.....	50
Rivière Nouvelle 4.....	16½
Grande Cascapédia 1.....	14
" " 2.....	21
" " 3.....	31
" " 4.....	18
" " 7.....	18
Miners Brook.....	25
Turner's Brook.....	32
Joshua Brook.....	27
Petite Cascapédia 1.....	15
Petite Cascapédia 2.....	28
Clark's Brook 2.....	4
Flatlands Brook 2.....	2
Canton Ristigouche.....	2
Rivière André Branche Ouest 2.....	38
Rivière Assemetquagan.....	10
Stuart Brook 1.....	3½
Stuart Brook 2.....	10½
Rivière Skimenac Branche Ouest.....	3½
Rivière Skimenac Branche Sud.....	9½
Canton Angers 2.....	8
Mann Brook Est.....	7
Canton Carleton 5.....	38
Canton Carleton 3.....	4
Rivière André Branche Ouest Canton Ristigouche.....	4

GASPE OUEST.

Rivière Cap-Chat 1.....	47½
Rivière Cap-Chat 2.....	45
Rivière Madeleine 2 Nord.....	50
" " 3 Nord.....	29
" " 4 Nord.....	58
" " 5 Nord.....	31
" " 6 Nord.....	40
" " 1 Sud.....	50
" " 2 Sud.....	50
" " 3 Sud.....	54
Rivière à Pierre et Claude.....	32
Canton Denoue.....	19
Canton Taschereau.....	48

GASPE CENTRE.

Baie de Gaspé Sud 3.....	10
Baie de Gaspé Nord 1.....	14
Canton Fox 4.....	7½
Canton Sydenham Nord.....	10

GASPE EST

Grande Rivières.....	24
----------------------	----

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

RIMOUSKI WEST

	Area Square Miles.
Township Neigette 2.....	3
Rear Mistigouèche.....	35
Township Macpès 5.....	3½
Township Fleuriault.....	1

RIMOUSKI EAST

Township Matane 4.....	2
------------------------	---

BONAVENTURE WEST

River Escuminac North 3.....	12
River Nouvelle 1.....	50
River Nouvelle 4.....	16
Grand Cascapédia 1.....	14½
" " 2.....	21
" " 3.....	31
" " 4.....	18
" " 7.....	18
Miners Brook.....	25
Turner's Brook.....	32
Joshua Brook.....	27
Little Cascapédia 1.....	15
Little Cascapédia 2.....	28
Clark's Brook 2.....	4
Flatlands Brook 2.....	2
Township Ristigouche.....	2
River André, West Branch 2.....	38
River Assemetquagan.....	10
Stuart Brook 1.....	3½
Stuart Brook 2.....	10½
River Skimenac West Branch.....	3½
River Skimenac South Branch.....	9½
Township Angers 2.....	8
Mann Brook East.....	7
Township Carleton 5.....	38
Township Carleton 3.....	4
River André, West Branch, township Ristigouche.....	4

GASPE WEST.

River Cap-Chat 1.....	47½
River Cap-Chat 2.....	45
River Magdalen 2 North.....	50
" " 3 North.....	29
" " 4 North.....	58
" " 5 North.....	31
" " 6 North.....	40
" " 1 South.....	50
" " 2 South.....	50
" " 3 South.....	54
River à Pierre and Claude.....	32
Township Denoue.....	19
Township Taschereau.....	48

GASPE CENTRE.

Gaspé Bay South 3.....	10
Gaspé Bay North 1.....	14½
Township Fox 4.....	7
Township Sydenham North.....	10

GASPE EAST.

Grand River.....	24
------------------	----

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile with fire tax, is also payable immediately.

—Les limites, une fois adjudgées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

—Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Ministre des Terres,
Mines et Pêcheries.

1545

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou par toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Minister of Lands,
Mines and Fisheries.

1546

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or repealing any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public

doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de rent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des clercs en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1737

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1738

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales."

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1409

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'institution de charité et de bienfaisance ci-devant connue comme Murray Bay Convalescent Home, pour obtenir le pouvoir de changer son nom, vendre ou hypothéquer ses biens meubles et immeubles et changer son site et son domicile, et pour autres fins semblables.

MORRIS, HOLT & GAUDET,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 13 mai 1902.

1911

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1410

Clerk of the Legislative Assembly.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the charitable and benevolent institution heretofore known as the Murray Bay Convalescent Home, to obtain power to change its name, to sell or hypothecate its movable and immovable property and to change its site and location, and other similar purposes.

MORRIS, HOLT & GAUDET,
Solicitors for applicants.

Montreal, 13th May, 1902.

1912

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1236.

Dame Pétronille Cordélia Viau a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, François Xavier Labelle, agent, de la cité de Montréal.

LEBLANC & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 mai 1902. 1955

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1983.

Dame Aglaé Robert a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Placide Robillard, entrepreneur, du village de Beaurivage.

LEBLANC & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 mai 1902. 1957

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4377.

Dame Marie Louise Brouillard a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Herménégilde Brouillard, charron, de Saint-Guillaume d'Upton.

J. D. PLAMONDON,
Procureur de la demanderesse.
Sorel, 3 mai 1902. 1827.2

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 43.

Dame Marie Alma Gobeille, de la paroisse de Saint Pie, dit district, épouse de Louis Morris alias Maurice, cultivateur, autrefois de la paroisse de Saint-Césaire, dit district, et maintenant des états-unis d'Amérique, dument autorisée à ester en justice, pour poursuivre son dit époux en séparation de biens, ce qu'elle a fait ce jour.

BEAUPARLANT & MARIN,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 30 avril 1902. 1781.3

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure, Bryson.*
No 586.

Dame Rebecca Létourneau, épouse de Pierre Plouffe, commerçant, du canton de Thorne, district de Pontiac, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Pierre Plouffe, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-un mars 1902.

D. N. BARRY,
Procureur de la demanderesse.
1605.4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St François. }
No 334.

Dame Théo. Dona Sisco, du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Elgin J. Heath, du même lieu, commis voyageur, et dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs.
Elgin J. Heath, du dit canton de Barnston, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

M. F. HACKETT,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 19 novembre 1901. 1623-4

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1236.

Dame Pétronille Cordélia Viau, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, François Xavier Labelle, agent, of the city of Montreal.

LEBLANC & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th May, 1902. 1956

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1983.

Dame Aglaé Robert has, this day, instituted a suit for separation of property from her husband, Placide Robillard, contractor, of the village of Beaurivage.

LEBLANC & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th May, 1902. 1958

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4377.

Dame Marie Louise Brouillard has, this day, sued for separation as to property her husband, Herménégilde Brouillard, cartwright, of Saint Guillaume d'Upton.

J. D. PLAMONDON,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 3rd May, 1902. 1828

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 43.

Dame Marie Alma Gobeille, of the parish of Saint-Pie, said district, wife of Louis Morris alias Maurice, farmer formerly of the parish of Saint Césaire, said district, and now of the united states of America, duly authorized to appear in judicial proceedings, to sue her husband of separation of property, which she does this day.

BEAUPARLANT & MARIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinthe, 30th April, 1902. 1782

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court, Bryson.*
No. 586.

Dame Rebecca Létourneau, wife of Pierre Plouffe, trader of the township of Thorne, in the district of Pontiac, duly authorized to sue in justice, Plaintiff ;

vs
The said Pierre Plouffe, Defendant.
An action in separation of property has been instituted in this cause, the twenty-first day of March, 1902.

D. N. BARRY,
Plaintiff's attorney
1606

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St Francis. }
No. 334.

Dame Théo. Dona Sisco, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Elgin J. Heath, of the same place, commercial traveller, and duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs.
Elgin J. Heath, of the said township of Barnston, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 19th November, 1901. 1624

Province de Québec, }
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*
No 523.

Dame Esther Emaline Macrae a, ce jour, pour-
sui en séparation de biens son époux, Albert
Burton Waldron, marchand du township de Clifton,
dans le dit district.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 24 avril 1902. 1725-3

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure*
No 379.

Dame Zénaïde Roy, de la paroisse de Saint-Bruno,
dans le district de Montréal, a intenté, ce jour, une
action en séparation de biens à son époux Napoléon
Bachand, cultivateur, du même lieu.

GLOBENSKY & LAMARRE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 avril 1902. 1659-4

Province de Québec, }
District de Québec, } *Cour Supérieure.*
No 1267.

Dame Jeanne Raymond, de Québec, épouse com-
mune en biens de W. H. S. Déry, de Québec,
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

W. H. S. Déry, de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le six mai 1902, contre son époux,
le dit W. H. S. Déry.

R. ROY,

1843.2 Procureur de la demanderesse.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Terrebonne, }
No 446.

Dame Rose Délina Vermette, du village de Saint-
Eustache, dit district, dûment autorisée,
Demanderesse ;

vs

Eloi Spinard, bourgeois, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a, ce jour, été
intentée contre le défendeur.

J. A. C. ETHIER,
Avocat de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 26 avril 1902. 1869.2

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure*
No 3120.

Dame Frederica Louisa Scott, a institué, ce jour,
une action en séparation de biens contre son mari,
John Burns Walker, peintre, des cité et district
de Montréal.

G. A. MARSAN,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 7 mai 1902. 1871.2

Province de Québec, }
District d'Iberville, } *Cour Supérieure.*
No 295.

Dame Elizabeth Say, de la ville de Saint-Jean,
district d'Iberville, épouse de Hormidas Dandurand,
ci-devant hôtelier, de la dite ville de Saint-
Jean, et maintenant demeurant temporairement à
Rossland, dans la Colombie Anglaise, puissance du
Canada, dûment autorisée à ester en justice, a, ce
jour, intenté une action en séparation de biens
contre son dit mari, le dit Hormidas Dandurand.

GIRARD & PELLETIER,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 24 novembre 1900. 1855.2

Province of Quebec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*
No. 523.

Dame Esther Emaline Macrae has, this day, sued
for separation as to property her husband, Albert
Burton Waldron, trader, of the township of Clifton,
in said district.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 24th April, 1902. 1726

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 379.

Dame Zénaïde Roy, of the parish of Saint Bruno,
district of Montreal, has, this day, instituted an
action in separation as to property, against her
husband, Napoléon Bachand, farmer, of the same
place.

GLOBENSKY & LAMARRE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th April, 1902. 1660

Province of Quebec, }
District of Quebec, } *Superior Court.*
No. 1267.

Dame Jean Raymond, of Quebec, wife common as to
property of W. H. S. Déry, of Quebec, duly
authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

W. H. S. Déry, of Quebec, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this cause, on the sixth of May, 1902,
against her husband, the said W. H. S. Déry.

R. ROY,

1844 Attorney for plaintiff.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne, }
No. 446.

Dame Rose Délina Vermette, of the village of Saint
Eustache, said district, duly authorized,
Plaintiff ;

vs

Eloi Spinard, gentleman, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has been,
this day, instituted against the defendant.

J. A. C. ETHIER,

Sainte Scholastique, 26th April, 1902. 1870
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 3120.

Dame Frederica Louisa Scott has, this day, taken
out an action for separation as to property against
her husband, John Burns Walker, painter, of the
city and district of Montreal.

G. A. MARSAN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 7th May, 1902. 1872

Province of Quebec, }
District of Iberville, } *Superior Court.*
No. 295.

Dame Elizabeth Say, of the town of Saint John's,
district of Iberville, wife of Hormidas Dandurand,
heretofore hotel keeper, of said town of Saint John's,
and now temporarily in Rossland, in the province
of British Columbia, Dominion of Canada, duly
authorized to ester en justice, has, this day, instituted
an action en séparation de biens against her said hus-
band, the said Hormidas Dandurand.

GIRARD & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.

Saint John's, 24th November, 1900. 1856

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 533.

Dame Harriet Mary Latty a institué, ce jour, une action en séparation des biens contre son mari, Robert Henry Statton, cultivateur, du canton de Eaton, dans le dit district.

L. E. CHARBONNEL,
Procureur de la demanderesse.
5 mai 1902. 1853-2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1141.

Dame Hermine Paré, de la cité de Québec, couturière, épouse commune en biens de Royer Grenon, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la cour supérieure, honorable L. B. Caron, juge,
Demanderesse ;

vs

Roger Grenon, de la cité de Québec, journalier,
Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 1er mai 1902. 1757-3

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUÉBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, 5, rue Great Winchester, E. C., mercredi, le 28e jour de mai 1902, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 31 décembre 1901, et pour l'élection des directeurs.

Les livres de transfert seront fermés depuis le 14e au 28e jour de mai, ces deux jours inclus.

Par ordre,

EDWARD DENT, président.
T. LINDLEY, secrétaire,
5, rue Great Winchester.
Londres, E. C., 10 mai 1902. 1809-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions "de la loi corporative des compagnies à fonds social," constituant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposé est "John D. Duncan Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'acquiescer les affaires qui sont maintenant faites en la cité de Montréal, par John D. Duncan, Norman William Lyster et William Henry Trenholme, comme laitiers, sous le nom social de "John D. Duncan", et de faire le commerce du lait stérilisé ou autrement, crème et autres produits de ferme.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social sera de vingt-cinq mille dollars, divisé en deux cent cinquante actions de cent dollars chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des dits requérants sont comme suit : John Donaldson Duncan, laitier, de Montréal ; Norman William Lyster, laitier, de Montréal ; William Henry Trenholme, laitier, de Westmount ; Mary McKell, épouse du dit John D. Duncan et Mademoiselle Rose Doyle, teneur de livres, de Montréal.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 533.

Dame Harriet Mary Latty has, this day, sued her husband, Robert Henry Statton, of the township of Eaton, in said district, farmer, for separation as to property.

L. E. CHARBONNEL,
Attorney for plaintiff.
5th, May 1902. 1854

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1141.

Dame Hermine Paré, of the city of Quebec, seamstress, wife *commune en biens* of Roger Grenon, of the same place, laborer, duly authorized to *ester en justice* by judgment of the superior court, honorable L. B. Caron, judge,

Plaintiff ;

vs

Roger Grenon, of the city of Quebec, laborer,
Defendant.

An action for separation from bed and board has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 1st May, 1902. 1758

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in London, at the office of the company, 5, Great Winchester street, E. C., on Wednesday, the 28th May, 1902, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts for the year ended 31st December, 1901, and to elect directors.

The transfer books will be closed from the 14th to 28th May, both days inclusive.

By order,

EDWARD DENT, president.
T. LINDLEY, secretary.
5, Great Winchester street.
London, E. C., 10th May, 1902. 1810

Notice is hereby given that, within one month after last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1 The proposed corporate name of the company is "John D. Duncan Company."

2. The purposes for which incorporation is sought, are to acquire the business now carried on at the city of Montreal, by John D. Duncan, Norman William Lyster and William Henry Trenholme, as milk dealers, under the name of "John D. Duncan", and to deal in milk sterilized or otherwise, cream, and other farm products.

3. The head office of the company will be at the city of Montreal.

4. The amount of capital stock is twenty-five thousand dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The names, address and calling of the applicants are as follows : John Donaldson Duncan, of Montreal, milk dealer ; Norman William Lyster, of Montreal, milk dealer ; William Henry Trenholme, of Westmount, milk dealer ; Mary McKell, wife of the said John D. Duncan and Miss Rose Doyle, of Montreal, bookkeeper.

6° Les dits John Donalson Duncan, Norman William Lyster et William Henry Trenholme seront les directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont sujets britanniques et résident dans la province de Québec.

W. DE M. & H. M. MARLER,
Pour les requérants.

Montréal, 7 mai 1902.

1897

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans les trente jours qui suivront la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, par Henry Hamilton, marchand, Napoléon Edouard Hamilton, marchand, George Hamilton, commis, tous trois de la cité de Montréal, et Henry Hamilton, jr., marchand, et Auguste Singer, comptable, ces deux derniers de la ville de Westmount, aux fins d'obtenir des lettres patentes, les incorporant comme compagnie à fonds social sous les nom et raison de "La Compagnie Hamilton (limitée)," ainsi que toutes autres personnes qui pourront à l'avenir devenir membres de la dite compagnie.

Le but de cette compagnie est de faire le commerce en gros et en détail de toutes les marchandises qui se vendent généralement dans les magasins à rayon (departmental store).

La place principale d'affaires sera dans la cité de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans les différentes villes de la province.

Le montant du fonds social sera de \$100 000.00 divisé en mille parts de cents piastres chacune.

Les cinq personnes ci-dessus mentionnées seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

HENRY HAMILTON,

Pour les requérants.

Montréal, 13 mars 1902.

1851.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Grocers Mfg. and Trading Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire du sirop, des sucreries et de mettre en canistres des produits alimentaires, aussi de préparer des articles d'épicerie en général, d'en faire le commerce et de faire toutes choses en rapport avec les objets de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le fonds social sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux mille cinq cents actions de dix piastres chacune.

5° Les requérants sont : George Alfred Walker, comptable ; Thomas William Watson, manufacturier ; William Caron, marchand ; Sarsfield O'Brien, marchand ; Albert Dettmers, commis.

6° Les requérants sont tous sujets anglais et résidents en Canada, dans la cité de Montréal et seront les premiers directeurs de la compagnie.

1865.2

LES REQUÉRANTS.

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à son honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Premièrement. — Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Charles A. Bull Produce Company."

6. The said John Donalson Duncan, Norman William Lyster and William Henry Trenholme shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are subjects of His Majesty and reside in the province of Québec.

W. DE M. & H. M. MARLER,

For the applicants.

1898

Montreal, 7th May, 1902.

NOTICE.

Notice is hereby given that within thirty days after the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in council of this province, by Henry Hamilton, merchant, Napoléon Edouard Hamilton, merchant, George Hamilton, clerk, all three of the city of Montreal, and Henry Hamilton, jr., merchant, and Auguste Singer, accountant, the two latter of the town of Westmount, for the purpose of obtaining letters patent, incorporating them as a joint stock company, by the name "La Compagnie Hamilton (limitée)," as well as any other persons who may in future become members of the said company.

The object of this company is to carry on wholesale and retail trade in all kinds of merchandises, which are sold generally in departmental stores.

Its chief place of business will be in the city of Montreal, with power to establish branches in the different towns of the province.

The amount of its capital stock will be \$100,000.00, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

The five persons hereinabove named will be the interim directors of the said company.

HENRY HAMILTON,

For the petitioners.

Montreal, 13th March, 1902,

1852

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for charter of incorporation by letters patent under the great Seal :

1. The corporate name of the company will be "The Grocers Mfg. and Trading Co."

2. The objects for which the incorporation is sought are : the manufacture of syrup, confectionery and the canning and preserving of food products, also to manufacture and trade in grocer's sundries generally and to do all things connected with the objects of the company.

3. The company's chief place of business will be in the city of Montreal,

4. The capital stock will be twenty-five thousand dollars, divided into two thousand five hundred shares of ten dollars each.

5. The petitioners are : George Alfred Walker, accountant ; Thomas William Watson, manufacturer ; William Caron, salesman ; Sarsfield O'Brien, salesman ; Albert Dettmers, clerk.

6. The petitioners who are all British subjects and reside in Canada, in the city of Montreal, will be the first directors of the company.

1866

THE PETITIONERS.

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies' Act and amendments" thereto for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned :

First. — The corporate name of the proposed company is "The Charles A. Bull Produce Company."

Deuxièmement. — L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est d'acheter et vendre du beurre, du fromage, des œufs et produits agricoles en général.

Troisièmement. — La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Quatrièmement. — Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

Cinquièmement. — Le nombre d'actions sera de cinq cents et le montant de chaque action sera de cent piastres.

Sixièmement. — Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Irving Knight, de Hatley Est, province de Québec, marchand général ; Aaron Bull, de Farnham Est, dans la province de Québec, gentilhomme ; Charles Albert Bull, de la cité de Montréal, marchand de produits ; Demoiselle Annie Allison Horrigan, de la cité de Portland, Angleterre, fille majeure ; Roswell Corse Fisher, de la cité de Montréal, gentilhomme ; Horace H. Bailey, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie. Tous les dits directeurs sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

DAVIDSON & RITCHIE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 7 mai 1902

1849-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, section 4694 et suivantes des statuts révisés de la province de Québec, constituant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Quebec Building Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, arpenter, tracer, améliorer, construire, vendre, louer, hypothéquer des immeubles, terrains, maisons et bâtisses de toute description situés dans la province de Québec et en faire le commerce.

(b) D'ériger et construire des maisons, magasins et toute sorte de bâtisses sur le terrain de la compagnie ou de toute autre personne ou corporation et en général de faire les affaires d'entrepreneurs et de constructeurs dans la province de Québec.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$200,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 2,000 et le montant de chaque action sera de \$100.00.

6. Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell, Edouard F. Surveyer, Douglas Armour, Lawrence Macfarlane, tous de la cité de Montréal, province de Québec, avocats. Les dits Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell et Edouard F. Surveyer seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Procureurs des requérants.

1711-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de Québec, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par

Second. — The object for which the incorporation is sought, is the purchase and sale of butter, cheese, eggs and general agricultural produce.

Third. — The chief place of business of the said company is the city of Montreal.

Fourth. — The capital stock of the said company is fifty thousand dollars.

Fifth. — The number of shares is five hundred, and the amount of each share is one hundred dollars.

Sixth. — The names in full and the address and callings of the applicants are as follows : Charles Irving Knight, of East Hatley, province of Quebec, general merchant ; Aaron Bull, of East Farnham, in the province of Quebec, gentleman ; Charles Albert Bull, of the city of Montreal, produce merchant ; Miss Annie Allison Horrigan, of the city of Portland, England, spinster ; Roswell Corse Fisher, of the city of Montreal, gentleman ; Horace H. Bailey, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; of which the first three are to be the first directors of the said company. All the said directors reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DAVIDSON & RITCHIE,
Attorneys for applicants.

Montreal, 7th May, 1902.

1850

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, section 4694 and following, of the revised Statutes of the province of Quebec, constituting the applicants hereinafter described and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "The Quebec Building Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business of buying, surveying, laying out, improving, building upon, selling, leasing, mortgaging and generally dealing with and in immovable properties, lands, houses and buildings of every description, situate in the province of Quebec.

(b) To erect and build houses, stores and any description of building upon land belonging to the company or to any other person or corporation, and, generally, to carry on the business of contractors and builders in the province of Quebec.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company, is to be \$200,000.00.

5. The number of shares is to be 2,000 and the amount of each share \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell, Edouard F. Surveyer, Douglas Armour, Lawrence Macfarlane, all of the city of Montreal, province of Quebec, advocates, and of whom Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell and Edouard F. Surveyer are to be the first or provisional directors of the said company.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Attorneys for applicants.

1712

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent of the

corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes, qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "White Elephant Club."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de se récréer et s'instruire, avoir un local pour y avoir gymnase, jeux, billards, salle de lecture ; construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, conduire un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licence, pour l'usage des membres du dit "White Elephant Club."

3° La principale place d'affaires du dit club sera dans la ville de Lachine, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de trois mille dollars courant, divisé en trois cents actions de dix dollars chacune.

5° Les noms au long, résidence et occupation des requérants, qui seront les premiers directeurs du dit club, lesquels sont tous sujets britanniques, demeurant en Canada, sont les suivants : Alcide Leclaire, commerçant ; James Ramsay, contre-maître ; Léopold Léger, maître-charretier ; Alfred Martin, marchand, tous quatre de la ville de Lachine, et James Quinn, contracteur, de la cité de Montréal.

ALFRED MACKAY,

Procureur des requérants.

Montréal, 30 avril 1902.

1751-3

joint stock companies' act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "White Elephant Club."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to divert, recreate and instruct oneself ; to have a house for the purpose of making a gymnasium game, and billiards, a reading room ; to build, furnish, possess, operate, maintain a restaurant and all pertaining thereto, also the right to sell liquors of all kinds with license, for the use of the members of said "White Elephant Club."

3. The chief place of business of the said club is to be in the town of Lachine, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be three thousand dollars currency, divided into three hundred shares of ten dollars each.

5. The full names, residence and calling of the petitioners who will be the first directors of the said club, and all of whom are british subjects, resident in Canada, are as follows : Alcide Leclaire, trader, James Ramsay, fereman, Leopold Léger, master-carter, Alfred Martin, merchant, all four of the town of Lachine, and James Quinn, contractor, of the city of Montreal.

ALFRED MACKAY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 30th April, 1902.

1752

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Sainte Anne Power Co."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquérir, vendre, louer ou autrement disposer des biens meubles et des biens immeubles, d'acquérir, posséder, opérer ou autrement, d'utiliser et vendre des pouvoirs hydrauliques, électriques ou à vapeur ; de manufacturer du bois de pulpe et de papier, de manufacturer de la pulpe, de construire des moulins, usines et chaussées pour cette fin, d'acheter, posséder, acquérir, vendre ou autrement disposer des limites à bois, de bois, de la pulpe et du papier ; de construire et posséder des moulins, manufactures et tout l'outillage nécessaire pour les fins de cette section ; de manufacturer du bois et de faire le commerce de bois dans toutes ces branches et de construire des quais, maisons et entrepôts.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera à l'endroit appelé Beauré, dans le comté de Montmorency, ou à tout autre endroit que les directeurs pourront déterminer.

4° Le montant proposé du fond social sera de \$150,000.00, divisé en parts de cent piastres chacune.

5 Les noms au long, adresse et occupation des requérants sont comme suit : Oscar W. Ordway, marchand, de Beauré, dans le comté de Montmorency ; John R. Loomis, marchand, de Glens Falls, dans l'état de New-York ; Elzéar Fortier, de Sainte-Anne de Beauré, marchand ; Téléphore Laverdière, forgeron, de Beauré, dans le comté de Montmorency, et Édouard Morel, cultivateur, de Beauré, dans le comté de Montmorency.

6° La dite incorporation sera demandée conjointement et avec le consentement de la Canadian Electric Light Co. en vertu des pouvoirs que lui donne sa charte et les amendements à icelle.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies' act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be The Sainte Anne Power Co.

2. The object for which the incorporation is sought is to acquire, sell, lease or otherwise dispose of movables and immovables, to acquire, own, operate or otherwise utilize and sell electric, hydraulic powers or steam powers ; to manufacture pulp wood and paper, to manufacture pulp, to construct mills, workshops and dams for this purpose, to buy, own, acquire, sell or otherwise dispose of timber limits, wood, pulp and paper ; to construct and own mills, manufactures and all the material needed for the purposes of this section ; to manufacture lumber and to deal in lumber in all its branches, and to build wharves, houses and warehouses.

3. The principal place of business of the company will be at the place called Beauré, in the county of Montmorency, or at any place which the directors may determine.

4. The proposed amount of the capital stock will be of \$150,000.00, divided in shares of one hundred dollars each.

5. The names in full, address and calling of the applicants are as follows : Oscar W. Ordway, merchant, of Beauré, in the county of Montmorency ; John R. Loomis, merchant, of Glens Falls, in the estate of New York ; Elzéar Fortier, of Sainte Anne de Beauré, merchant ; Téléphore Laverdière, blacksmith, of Beauré, in the county of Montmorency, and Édouard Morel, farmer, of Beauré, in the county of Montmorency.

6. The said incorporation is asked jointly and with the consent of the Canadian Electric Light Co, in virtue of the powers which its charter and the amendments thereto give to the company.

7° Que les dits Oscar Ordway, John R. Loomis, Elzéar Fortier, Téléphore Laverdière et Edouard Morel seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,
Procureurs des requérants.

Québec, avril 1902. 1721 3

7. That the said Oscar Ordway, John R. Loomis, Elzéar Fortier, Téléphore Laverdière and Edouard Morel will be the first or provisional directors of the said company.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,
Attorneys for applicants.

Quebec, april, 1902. 1722

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Thomas Ouellet, de Saint-Moïse, comté de Rimouski, marchand, Failli.
Avis est par le présent donné que Thomas Ouellet, de Saint-Moïse, comté de Rimouski, marchand, a, le treizième jour de mai 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski.

GEO. LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Québec, 14 mai 1902. 1945

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
In re Ovide Moreau, marchand, Montréal, Failli.

Avis est donné que, le neuvième jour de mai 1902, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 12 mai 1902. 1947

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
J. E. Lapointe, Demandeur ;

vs. Défendeurs.

E. N. Hurtibise & Co.,
Avis est par le présent donné que, le 14^e jour de mai 1902, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant nous sous trente jours de la date de cet avis.

THOS. H. BIRKS,
F. ALBERT LABELLE,
Curateurs conjoints.

Hull, 14 mai 1902. 1943

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Herbert Cairns, de Sawyerville, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 10^e jour de mai 1902, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisses Fraser, 43, rue
Saint-Sacrement, Montréal.
Montréal, 10 mai 1902. 1899

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court*
In the matter of Thomas Ouellet, of Saint Moïse, county of Rimouski, merchant, Insolvent.
Notice is hereby given that Thomas Ouellet, of Saint Moïse, county of Rimouski, merchant, has, on the thirteenth day of May, 1902, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski.

GEO. LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Quebec, 14th May, 1902. 1946

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In re Ovide Moreau, merchant, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the ninth day of May, 1902, by order of the court, the undersigned have been appointed curators to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims, duly attested on oath, must be filed at our office within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

2, Place d'Armes.
Montreal, 12th May, 1902. 1948

Province of Quebec. }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
J. E. Lapointe, Plaintiff ;

vs. Defendants.

E. N. Hurtibise & Co.,
Notice is hereby given that, on the 14th day of May, 1902, by an order of the court, the undersigned were appointed joint curators to the property of the said insolvents, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

THOS. H. BIRKS,
F. ALBERT LABELLE,
Joint curators.

Hull, 14th May, 1902. 1944

Province of Quebec. }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of Herbert Cairns, Sawyerville, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 10th May, 1902, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Fraser Buildings,
43, Saint Sacrament street, Montreal.
Montreal, 10th May, 1902. 1909

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Gorman & Gulman, Montréal.
Avis est par le présent donné que, le 13e jour de mai 1902, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs des susdits biens.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les susdits biens, sont requises de les produire dans notre bureau, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 mai 1902. 1913

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
Dans l'affaire de George C. Smith, de Montréal, peintre, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 9e jour de mai 1902, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées, doivent être déposées sous trente jours.

H. J. ROSS,
Curateur.

Bureau de H. J. Ross,
Comptable et syndic,
180, rue Saint-Jacques. 1909

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Alphonse Letourneau, marchand, Petits Méchins, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 juin 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 mai 1902. 1933

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de J. E. Gingras, marchand, Shawinigan Falls, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 mai 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 mai 1902. 1931

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Lebel, marchand de bois, Saint-Honoré, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable à mon bureau, le et après le deux juin prochain, 1902.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi, avant la date sus mentionnée.

J. A. FOISY, notaire,
Curateur.

Fraserville, 17 mai 1902. 1937

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Eugène J. Blouin, J. A. Roméo Blouin et J. Rodolphe Blouin, de Québec, manufacturiers et y faisant affaire sous les nom et raison de Eugène J. Blouin & Frères, ont, le 9ième jour de mai 1902, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Gorman & Gulman, Montreal.
Notice is hereby given that, on the 13th day of May, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the above estate.

All parties having claims against the above, are requested to file same at our office, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 13th May, 1902. 1914

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of George C. Smith, of Montreal, painter, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 9th day of May, 1902, by order of the court, I was appointed curator to the estate of said insolvent, who has made a judicial abandonment of all his assets.

Claims, duly attested, must be filed within thirty days.

H. J. ROSS,
Curator.

Office of H. J. Ross,
Accountant and trustee,
180, Saint James street. 1910

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
In the matter of Alphonse Letourneau, merchant, Petits Méchins, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 2nd May, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th May, 1902 1934

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of J. E. Gingras, merchant Shawinigan Falls, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 2nd May, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th May, 1902. 1932

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Lebel, lumber dealer, Saint Honoré, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the 2nd day of June next, 1902.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

J. A. FOISY, notary,
Curator.

Fraserville, 17th May, 1902. 1938

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Eugène J. Blouin, J. A. Roméo Blouin and J. Rodolphe Blouin, of Quebec, manufacturers and doing business under the name and style of Eugène J. Blouin & Frères, have, on the 9th May, 1902, made a judicial assignment of their property for the benefit of their

du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 14 mai 1902.

1935

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska. }
Oscar Depocas, Demandeur ;

vs.

A. J. Blanchette, Drummondville, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 12 mai 1902, nous avons été nommés curateurs aux biens du failli susnommé, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux sous un mois.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 14 mai 1902.

1927

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de The Whitham Shoe Co., Ltd.,
En liquidation ;

et

Alexandre Desmarteau, Liquidateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier dividende de quinze centins dans la piastre sera payable au bureau du liquidateur, le et après le troisième jour de juin prochain, sur production des pièces justificatives à l'appui.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.

1598-1608, rue Notre-Dame, Montréal,
Montréal, 15 mai 1902.

1929

Règle de Cour

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 2771.

Le deuxième jour de mai mil neuf cent-deux.

J. Avila Paiement, marchand de poêles, de la cité de Montréal, y faisant affaires seul sous la raison sociale de J. A. Paiement & Cie.,

Demandeur ;

vs.

A. Gonstein *alias* Goldstein, ci-devant de la dite cité de Montréal, dit district, et actuellement absent de la province de Québec,

Défendeur.

Sur ordre de cette cour, donné le deux mai 1902, les créanciers du dit défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité de l'article 673 du code de procédure civile.

1797.2

EDMUND BARRY,
Député P. C. S.

creditors at the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ont. Nav. Co., Building,
Quebec, 14th May, 1902.

1936

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }
Oscar Depocas, Plaintiff ;

vs.

A. J. Blanchette, Drummondville, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 12th day of May, 1902, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our offices within a month.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 14th May, 1902.

1928

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of the Whitham Shoe Co. Ltd.,
In liquidation ;

and

Alexandre Desmarteau, Liquidator.

Notice is hereby given that a first dividend of fifteen cents on the dollar will be payable at the liquidator's office, on and after the third day of June next, upon production of all vouchers proving claims.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.

1598-1608, Notre Dame street, Montreal,
Montreal, 15th May, 1902.

1930

Rule of Court

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2771.

The second day of May, one thousand nine hundred and two.

J. Avila Paiement, stove merchant, of the city and district of Montreal, there doing business alone under the firm, name and style of J. A. Paiement & Co.,

Plaintiff ;

vs.

A. Gonstein *alias* Goldstein, formerly of the said city of Montreal, said district, and presently absent from the province of Quebec,

Defendant.

Under the order of this court, given on the second day of May, 1902, the creditors of the said defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

1798

EDMUND BARRY,
Deputy P. S. C.

Licitations

Province de Québec }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No 765.
 Joseph Nathaniel Quintal, Demandeur ;
 vs
 Ernest Quintal et al., Défendeurs.

LICITATION

Avis public est par les présentes donné par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Beauharnois, dans le district de Beauharnois, le septième jour de mai 1902, dans une cause où Joseph Nathaniel Quintal, journalier, de la ville de Salaberry de Valleyfield, est Demandeur ; vs Ernest Quintal et Edmond Quintal, tous deux de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, sont Défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre ou emplacement connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la ville Salaberry de Valleyfield, sous le numéro 715.

2° Une terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous le numéro 66, de la contenance de 1½ arpent de front sur 16 arpents et 4 perches de profondeur, plus ou moins, et contenue, la dite partie, dans les bornes suivantes : en front, au sud-est, par le chemin de front, en arrière par les terres de la première concession de la Grande Ile, au nord-est par le numéro 67, au sud-ouest par le résidu du dit numéro 66.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN 1902, à ONZE heures du matin, devant la cour supérieure, à Beauharnois, dans le district de Beauharnois, à l'audience, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la ville de Beauharnois ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et sujet à l'usufruit du dit Ernest Quintal, la vie durant de Dame Emélie Moose, veuve de feu François Quintal, de la dite ville de Salaberry de Valleyfield ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

SEERS & LAURENDEAU,

Avocats du demandeur.

Beauharnois, 7 mai 1902. 1885
 [Première publication, 17 mai 1902.]

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2480.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 20e jour de septembre 1901, dans une cause où Mary Charlotte McGillis, des cité et district de Montréal, veuve de feu Robert William Harwood, en son vivant du même lieu, gentilhomme, est Demanderesse ; et Ewen McGillis, du même lieu, Marie Sophia McGillis, de Lethbridge, dans le district d'Alberta, territoires du nord-ouest, épouse de Alexandre Roderick Macdonell, du même lieu, de lui dûment autorisée, John Caldwell McGillis, des dits cité et district de Montréal, William J. Jarvis, du même lieu, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Morrison Marshall Ewen Jarvis, enfant mineur, du même lieu, Robert Andrews McGillis, du même

Licitations

Province of Quebec. }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 765.
 Joseph Nathaniel Quintal, Plaintiff ;
 vs.
 Ernest Quintal et al., Defendants.

LICITATION.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Beauharnois, in the district of Beauharnois, on the seventh day of May, 1902, in a suit wherein Joseph Nathaniel Quintal, laborer, of the town of Salaberry de Valleyfield, is Plaintiff ; vs. Ernest Quintal and Edmond Quintal, both of the said town of Salaberry de Valleyfield, are Defendants, ordering the licitation of the following immovables, to wit :

1. A lot or piece of land known and described on the official plan and in the book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, as number 715.

2. A land forming part of the lot of land known and described on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Cécile, as number 66, containing 1½ arpent in front by 16 arpents and 4 perches in depth, more or less, and said part comprised within the following bounds : in front, to the south east, by the front road, in rear by the lands of the first concession of the Grande Ile, on the north east by number 67, on the south west by the residue of the said number 66.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1902, at ELEVEN of the clock in the forenoon, before the superior court, at Beauharnois, in the district of Beauharnois, sitting the court, in the court room, in the town of Beauharnois ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court ; and subject to the usufruct of said Ernest Quintal, during the lifetime of Dame Emélie Moose, widow of the late François Quintal, of the said town of Salaberry de Valleyfield ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and opposition for payment must be filed within six days next after the adjudication ; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 7th May, 1902. 1886
 [First published, 17th May, 1902.]

Province of Quebec. }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No 2480.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 20th September, 1901, in a cause in which Mary Charlotte McGillis, of the city and district of Montreal, widow of late Robert William Harwood, in his lifetime of the same place, gentleman, is Plaintiff ; and Ewen McGillis, of the same place, Mary Sophia McGillis, of Lethbridge, in the district of Alberta, north west territories, wife of Alexander Roderick Macdonell, of the same place, by him duly authorized John Caldwell McGillis, of said city and district of Montreal, William J. Jarvis, of the same place, in his quality of tutor duly appointed to Morrison Marshall Ewen Jarvis, a minor, of the same place, Robert Andrews McGillis, of the same

lieu, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Elizabeth Caldwell, veuve de feu John McGillis, de Montréal susdit, John William Harwood, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de Pincher Creek, dans le district d'Alberta, territoires du nord-ouest, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la dite Elizabeth Caldwell, sont Défendeurs ; et Victor Morin, des dits cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur aux substitutions créées en vertu du testament de Elizabeth Caldwell ; et Edward A. Barton, de la ville de Longueuil, dit district de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée en vertu du testament de feu William Hugh Caldwell McGillis, sont mis en cause, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

1° Ce lot maintenant connu comme subdivision numéro huit, de la subdivision officielle du lot numéro seize cent trente-six, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la dite cité de Montréal—avec la maison ayant le front en pierre, connue sous les Nos. 379 et 379 A, de la rue Saint-Antoine, et autres bâties sus-érigées et sujet aux baux existants.

2° Un emplacement maintenant connu comme la partie nord-ouest du lot numéro onze cent vingt-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine ; le dit emplacement contenant vingt-six pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par la rue Hanover, en arrière par la rue Sainte-Geneviève, au nord-ouest par le lot No 1124, sur le dit plan, et au sud-est par une autre partie du dit lot No 1125—avec une maison à deux étages en pierre et en briques et autres bâties sus-érigées, sujet aux baux existants.

3° Ce lot maintenant connu sous le numéro dix-sept cent quatre-vingts, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine—avec la maison et autres bâties sus-érigées et avec les droits y appartenant, et sujet aux baux existants.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain 1902, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, dans la cour de pratique, chambre No 31, du palais de justice de Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 22 avril 1902. 1637-2
[Première publication, 26 avril 1902.]

Province de Québec, }
District de Bedford. } Cour Supérieure
No 6767.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, dans le district de Bedford, siégeant dans le village de Sweetsburg, dit district, le trentième jour de janvier dernier (1902), dans une cause sous le numéro 6767, dans laquelle Harlow E. Teel, cultivateur, du canton de Dunham, dans le dit district de Bedford, est Demandeur ; et Charles Teel, de Tacoma, dans l'état de Washington, un des états-unis d'Amérique ; Dame Sarah Jane Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de Abraham Lampman, du même

place, as well personally as in his quality of executor under the last will and testament of Elizabeth Caldwell, widow of late John McGillis, of said Montreal, John William Harwood, heretofore of the city and district of Montreal, now of Pincher Creek, in the district of Alberta, north west territories, in his quality of executor under last will and testament of said Elizabeth Caldwell, are Defendants ; and Victor Morin, of said city and district of Montreal, in his quality of curator in the substitutions created under the last will of Elizabeth Caldwell ; and Edward A. Barton, of the town of Longueuil, said district of Montreal, in his quality of curator to the substitution created under the last will and testament of late William Hugh Caldwell McGillis, are *mis-en-cause*, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. That certain lot now known as subdivision number eight, of the official subdivision of lot number sixteen hundred and thirty-six, on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, in said city of Montreal—with the stone front house, known as Nos. 379 and 379 A, of Saint Antoine street, and outbuildings thereon erected and subject to the existing leases thereof.

2. An emplacement now known as the north-westerly part of lot number eleven hundred and twenty-five, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward ; containing said emplacement twenty-six feet in width by eighty-eight feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front by Hanover street, in rear by Saint Genevieve street, to the north west by lot No. 1124, on said plan, and to the south east by another part of said lot No. 1125—and having a two story stone and brick house and outbuilding thereon erected, subject to the existing leases thereof.

3. That certain lot now known as number seventeen hundred and eighty, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward—with the dwelling house and other buildings thereon and with the rights thereto appertaining, and subject to the existing leases thereof.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, 1902, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in the practice court, room No. 31, of the court house in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd April, 1902. 1638
[First published, 26th April, 1902.]

Province of Quebec, }
District of Bedford. } Superior Court.
No. 6767.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, in the district of Bedford, sitting at the village of Sweetsburg therein, on the thirtieth day of January last (1902), in a cause under number 6767, in which Harlow E. Teel, of the township of Dunham, in the said district of Bedford, farmer, is Plaintiff ; and Charles Teel, of Tacoma, in the state of Washington, one of the united states of America ; Dame Sarah Jane Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of Abraham Lampman, of the same place,

lieu, et le dit Lampman pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Lucy Teel, de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de Henry Wright, du même lieu, et le dit Wright pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Merrill Teel, du village de Cowansville, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de John Bell, du même lieu, et le dit Bell pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Emily Teel, du dit canton de Dunham, épouse commune en biens de James Dryden, du même lieu, et le dit Dryden pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Melicent Teel, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Thomas Morisson, du même lieu, et le dit Morisson pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Helen Teel, de Haverhill, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de John Connolly, du même lieu, et le dit Connolly pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Dame Minnie Webb, de la paroisse de Saint-Armand Est, dans le dit district de Bedford, fille majeure et usant de ses droits : Arthur Webb, du village de Frelighsburg, dans le dit district de Bedford, et George Webb, de Richford, dans l'état de Vermont, un des états-unis de l'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'une certaine propriété immobilière, décrite comme suit, savoir :

La moitié sud de la moitié nord du lot numéro vingt-trois, dans le septième rang des lots dans la subdivision primitive du dit canton de Dunham, et étant la moitié sud du lot de terre maintenant connue et désigné comme étant le lot six cent vingt-deux (622), sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham ; bornée au nord par la moitié nord du dit numéro 622, au sud par le lot numéro 620, du dit plan officiel, et à l'est et à l'ouest par les chemins publics, et par un autre jugement de la dite cour, rendu le seizième jour d'avril courant (1902), il a été ordonné que le dit immeuble soit vendu à la date et au lieu ci-après mentionnés :

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour de MAI prochain (1902), à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le village de Sweetsburg, dit district de Bedford ; sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charges ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

J. C. McCORKILL,
Avocat du demandeur.
Sweetsburg, 19 avril 1902. 1635-2
[Première publication, 26 avril 1902.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

and the said Lampman for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Lucy Teel, of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, wife common as to property of Henry Wright, of the same place, and the said Wright for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Merrill Teel, of the village of Cowansville, in said district of Bedford, wife common as to property of John Bell, of the same place, and the said Bell for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Emily Teel, of the said township of Dunham, wife common as to property of James Dryden, of the same place, and the said Dryden for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Melicent Teel, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, with common as to property of Thomas Morisson, of the same place, and the said Morisson for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Helen Teel, of Haverhill, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, wife common as to property of John Connolly, of the same place, and the said Connolly for the purpose of hereto authorizing his said wife ; Dame Minnie Webb, of the parish of Saint Armand East, in said district of Bedford, spinster of the full age of majority and in the exercise of her civil rights ; Arthur Webb, of the village of Frelighsburg, in the district of Bedford, and George Webb, of Richford, in the state of Vermont, one of the united states of America, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of a certain immovable property, described as follows, to wit :

The south half of the north half of the lot number twenty-three, in the seventh range of lots in the primitive subdivision of the said township of Dunham, and being the south half of the lot of land now known and designated as lot six hundred and twenty-two (622), on the cadastral plan and in the book of reference of the said township of Dunham ; bounded on the north by the north half of said lot number 622, on the south by lot number 620, of said official plan, and on the east and west by public highways, and which by another judgment of said court, rendered on the sixteenth day of April instant (1902), was so ordered to be sold at the time and place hereinafter mentioned :

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of MAY next (1902), at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the said court, in the court room of the court house, in the village of Sweetsburg, in said district of Bedford ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of the prothonotary of said court ; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and opposition for payment must be filed within six days next after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

J. C. McCORKILL,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 19th April, 1902. 1636
[First published, 26th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Québec.*

Arthabaska, à savoir : } **LA "CHURCH SOCIETY" DU**
 No 1017. } **DIOCESE DE QUÉBEC, Demanderesse ; contre**
FABIEN TURGEON, Défendeur.

Un morceau de terre de forme irrégulière, étant vers le nord, de cinq cent quatre-vingt-cinq pieds, mesure anglaise, vers le nord-est premier angle trois cent quatre-vingt onze pieds, second angle vers le grand chemin du sixième rang trois cent trente-sept pieds, en front borné par le dit grand chemin quatre cent trente-huit pieds, vers le sud-ouest deux cent quarante-neuf pieds, le dit morceau de terre faisant partie du lot quatorze trente-quatre (14-34), du sixième rang au plan cadastral officiel du canton de Nelson, comté de Mégantic ; borné au nord, par le cinquième rang, au sud-ouest par Séraphin Delamarre, Joseph Laflamme et Jacques Laflamme, au sud par le dit grand chemin du sixième rang—avec les bâtisses y érigées circonstances et dépendances

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anastasie de Nelson, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT.

Bureau du Shérif, Shérif.
 Arthabaskaville, 16 mai 1902. 1941
 [Première publication, 17 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Court de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **ALPHONSE MOREAU,**
 No 10. } **Demandeur ; contre**
FERDINAND GINGRAS, Défendeur.

Un immeuble sis et situé dans le village d'Arthabaskaville, sur la rue qui conduit à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph d'Arthabaskaville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village d'Arthabaskaville, sous le numéro deux cent treize (213)—avec maison, boutique de forge et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en le dit village d'Arthabaskaville, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT.

Bureau du Shérif, Shérif.
 Arthabaskaville, 14 mai 1902. 1939
 [Première publication, 17 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Quebec.*

Arthabaska, to wit : } **THE CHURCH SOCIETY**
 No. 1017. } **OF THE DIOCESE OF**
QUÉBEC, Plaintiff ; against FABIEN TURGEON,
Defendant.

A lot of land of irregular form, being towards the north, of five hundred and eighty-five feet, english measure, towards the north east first corner three hundred and ninety-one feet, second corner towards the highway of the sixth range three hundred and thirty-seven feet, on the front bounded by the said highway four hundred and thirty-eight feet, towards the south west two hundred and forty-nine feet, said lot of land being a part of lot number fourteen thirty-four (14-34), of the sixth range of the official cadastral plan for the township of Nelson, in the county of Mégantic ; bounded towards the north by the fifth range, on the south west side by Séraphin Delamarre, Joseph Laflamme and Jacques Laflamme, towards the south side by the said highway of the sixth range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anastasie de Nelson, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff Office, Sheriff.
 Arthabaskaville, 16th May, 1902. 1942
 [First published, 17th May, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **ALPHONSE MOREAU,**
 No. 10. } **Plaintiff ; against FER-**
DINAND GINGRAS, Defendant.

An immoveable lying and being in the village of Arthabaskaville, on the street leading to Hôtel-Dieu Saint Joseph of Arthabaskaville, known and described on the official plan and book of reference for the village of Arthabaskaville, under number two hundred and thirteen (213)—with a house, blacksmith shop and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the said village of Arthabaskaville, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Arthabaskaville, 14th May, 1902. 1940
 [First published, 17th May, 1902.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS*Cour de Circuit.—District de Montréal*

Fraserville, à savoir : } **DAME PHILOMÈNE**
 No 2415. } **JONCAS ET VIR,**
 Demandeurs ; contre les biens immobiliers de **DAME**
PHILOMÈNE ROBERGE, es-qualité, de Montréal,
 Déendresse, à savoir :

Un emplacement de forme irrégulière, comprenant tout le terrain compris dans les bornes suivantes, savoir : au sud-ouest aux représentants de feu J. B. Pouliot, au sud-est partie aux représentants de feu J. B. Pouliot, et partie au chemin de Fraserville, et courant nord à partir du chemin de Fraserville jusqu'à douze pieds au nord de la maison et résidence privée de feu Joseph Fontaine, en suivant la ligne du dit chemin de Fraserville et descendant jusqu'à vis-à-vis le coin sud-ouest sud-est de la galerie de l'ancienne bâtisse érigée par le sieur Fontaine et alors communément appelée "Hôtel Victoria" ; et de là montant jusqu'au coin

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.*Circuit Court.—District of Montreal.*

Fraserville, to wit : } **DAME PHILOMÈNE**
 No 2415. } **JONCAS. ET VIR,**
 Plaintiffs ; against the immovable property of **DAME**
PHILOMÈNE ROBERGE, es-qualité, of Mon-
tréal, Defendant, to wit :

A lot of irregular outline, comprising all the land enclosed within the following limits, to wit : on the south west by the representatives of the late J. B. Pouliot, on the south east partly by the representatives of the late J. B. Pouliot, and partly by the Fraserville road, and running north to start from the Fraserville road to twelve feet north of the house and private residence of the late Joseph Fontaine, following the line of the said Fraserville road and going down to opposite the south west corner south east of the gallery of the old building erected by Mr. Fontaine and then commonly called "Hotel Victoria" ; and from thence going up to the north

nord-est de la dite maison, savoir : à douze pieds de la dite maison, et de ce dernier point douze pieds de large courant sud-ouest jusqu'à la ruelle qui se trouve en arrière de deux hangars qui sont contigus au nord de la dite maison, y compris le terrain au nord de la dite maison où il existait deux *sheds* ou abris, avec tous les droits et servitudes créés en faveur du dit terrain, et spécialement d'un droit de passage en commun, de douze pieds de large à partir des dits deux *sheds* ou abris et descendant jusqu'au chemin du Sault—avec toutes les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Lequel dit emplacement est la partie sud-ouest du lot numéro trois cent quatre-vingt-seize (396), du cadastre de Fraserville. A charge d'une rente de six piastres par année, à compter du premier octobre dernier, 1901, et payable à Dame J. B. Pouliot, représentant A. L. Fraser.

Pour être vendu à mon bureau, à Fraserville, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 14 mai 1902.

Shérif.
1903

[Première publication, 17 mai 1902.]

east corner of the said house, namely : to twelve feet from the said house, and from this last point twelve feet wide running south west to the lane which is found in rear of two hangards which are contiguous to the north of the said house, including therein the land to the north of the said house where there were two sheds or outhouses, with all the rights and servitudes created in favor of the said lot, and especially a right of passage in common, of twelve feet width starting from the said two sheds or outhouses and going down to the road called Chemin du Sault—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Which said lot is the south west part of the lot number three hundred and ninety-six (396), of the cadastre of Fraserville. Subject to the charge of a rent of six dollars a year, counting from the first of October last, 1901, and payable to Dame J. B. Pouliot, representing A. L. Fraser.

To be sold in my office, at Fraserville, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,
Fraserville, 14th May, 1902.

Sheriff.
1904

[First published, 17th May, 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **HENRIETTA LOUISA** No 2768. **PANET**, de Cheltenham, en Angleterre, veuve de feu major général George Bucknell Shakespear, Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref, la propriété de **AZELIE CHAPUT**, des cité et district de Montréal, fille majeure, Défenderesse, maintenant entre les mains de Louis St. Jean, de la dite cité de Montréal, curateur dûment nommé au délaissement fait en cette cause par la dite défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse et en la possession du dit curateur, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Hypolite, connu et désigné sous le numéro cinq (5), de la subdivision du lot numéro neuf cent quarante-quatre (944), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant, le dit lot de terre, vingt-quatre pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur, plus ou moins et mesure anglaise—avec une maison en brique et les fondations en pierre dessus construite.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif,
Montréal, 13 mai 1902.

Député shérif.
1905

[Première publication, 17 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LEON CHARLEBOIS**, No 10163. **LEON** bourgeois, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **LEON THEORET**, de la paroisse de la Pointe-Claire, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **HENRIETTA LOUISA** PA-No. 2768. **PANET**, of Cheltenham, in England, widow of the late major general George Bucknell Shakespear, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, to the writ annexed, the property of **AZELIE CHAPUT**, of the city and district of Montreal, spinster, Defendant, now in the hands of Louis St. Jean, of the said city of Montreal, curator duly appointed to the *délaissement* made in this cause, by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant, and in the possession of the said curator, the following immovable, to wit :

A lot of land situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Saint Hypolite street, known and described as number five (5), of the subdivision of lot number nine hundred and forty-four (944), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, said lot of land containing twenty-four feet in width by seventy feet in depth, more or less and english measure—with a brick house and stone foundation thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office,
Montreal, 13th May, 1902.

Deputy sheriff.
1906

[First published, 17th May, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **LEON CHARLEBOIS**, No. 10163. **LEON** gentleman, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **LEON THEORET**, of the parish of Pointe Claire, district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the district of

de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, sous le numéro cent cinq (105), contenant environ soixante et dix-huit (78) arpents en superficie, plus ou moins; borné en front par le chemin Saint-Rémi ou les sources—avec maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif. Député shérif.

Montréal, 14 mai 1902.

1949

[Première publication, 17 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARION KATE No 1831.

WATT, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens par contrat de Alexander S. McNaughton, du même lieu, commis-voyageur, et le dit Alexander S. McNaughton dans le but d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse; contre les terres et tenements de JAMES W. HANNAH, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé dans la ville de Westmount, connu comme subdivision numéro vingt-six (26), du lot officiel numéro deux cent quinze (215), des plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, contenant quarante-cinq pieds de largeur sur cent trente pieds de longueur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue Sherbrooke—avec une maison en bois et autres bâties sus-érigées; avec le droit de passage de douze pieds de largeur à travers les lots voisins tel qu'il existe maintenant.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif.

Député Shérif.

Montréal, 22 avril 1902.

1633-2

[Première publication, 26 avril 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH JEFFREY, No 1781. } NAUD ET AUGUSTIN

EDMOND GERMAIN, tous deux menuisiers, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société, comme entrepreneurs-menuisiers et charpentiers, sous le nom de "Naud & Germain", Demandeurs; contre les terres et tenements de BENOIT ANTOINE DRAPEAU, de la cité et du district de Montréal, Défendeur, dans laquelle cause Joseph Aldéric St-Denis, Joseph Sergius Archambault et Dame Marie-Louise Desroches, veuve de Louis Antoine Drapeau, en son vivant courtier, tous de Montréal susdit, en leur qualité d'exécuteurs et administrateurs testamentaires de la succession du dit feu Louis Antoine Drapeau et Alphonse alias Alfred Jacques, employé civil, aussi de Montréal susdit, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament du dit feu Louis Antoine Drapeau, étaient mis-en-cause.

La rue-propriété de l'immeuble ci-dessous décrit, saisi sur le défendeur, comme grevé de substitution, en vertu du testament de feu Louis A. Drapeau, en son vivant courtier, de la cité de Montréal, en conformité du jugement final rendu en cette cause, déclarant le dit immeuble affecté au préjudice des demandeurs, les exécuteurs et administrateurs testamentaires de la succession du dit feu Louis A. Drapeau, et le curateur à la substitution créée par son dit testament, ayant été dûment mis en cause, savoir :

Un emplacement situé sur la rue Visitation, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques,

Montreal, known and described on the official plan and in the book of reference of the parish of Pointe Claire, as number one hundred and five (105), containing about seventy-eight (78) arpents in area, more or less; bounded in front by the Saint Rémi road or the springs (les sources)—with house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office,

Deputy sheriff.

Montreal, 14th May, 1902.

1950

[First published, 17th May, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARION KATE No 1831.

WATT, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Alexander S. McNaughton, of the same place, commercial traveller, and the said Alexander S. McNaughton for the purpose of authorizing his said wife, Plaintiff; against the lands and tenements of JAMES W. HANNAH, of the town of Westmount, in the district of Montreal, Defendant.

An emplacement situate in the town of Westmount, known as subdivision number twenty-six (26), of lot official number two hundred and fifteen (215), on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, containing forty-five feet in width by one hundred and thirty feet in length, english measure, and more or less; bounded in front by Sherbrooke street—and having a wooden house and other buildings thereon erected; with right of passage of twelve feet wide across the adjoining lots as the same now subsists.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 22nd April, 1902.

1634

[First published, 26th April, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH JEFFREY NAUD No 1781. } AND AUGUSTIN EDMOND

GERMAIN, both joiners, of the city and district of Montreal, and carrying on business together there in partnership as contracting carpenters and joiners, under the style and firm of "Naud & Germain", Plaintiffs; against the lands and tenements of BENOIT ANTOINE DRAPEAU, of the city and district of Montreal, Defendant, in which suit Joseph Aldéric St-Denis, Joseph Sergius Archambault and Dame Marie Louise Desroches, widow of Louis Antoine Drapeau, in his lifetime broker, all of Montreal aforesaid, in their quality of testamentary executors and administrators of the estate of the said late Louis Antoine Drapeau and Alphonse alias Alfred Jacques, civil employee, also of Montreal aforesaid, in his quality of curator to the substitution created by the will of the late Louis Antoine Drapeau, were mis en cause.

The bare ownership of the immoveable herein-after described seized on the defendant, as institute in virtue of the will of the late Louis A. Drapeau, in his lifetime broker, of the city of Montreal, pursuant to the final judgment rendered in this cause, declaring the said immoveable affected to the prejudice of the plaintiffs, the testamentary executors and administrators of the estate of the said Louis A. Drapeau, and the curator to the substitution created by his said will, having been duly made a party hereunto mis en cause, to wit :

A lot situate on Visitation street, in the city of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of Saint James ward, of the

de la dite cité, sous le numéro officiel mille quatre-vingt-neuf (1089)—avec maison et autres bâtiments dessus construits.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 23 avril 1902. 1667-2
[Première publication, 26 avril 1902.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH M. MARCOTTE,**
No 33. } Curateur, à ce dûment
autorisé sous l'article 879 du code de procédure
civile de la province de Québec, comme curateur
aux biens de HERMENEGILDE CHARBON-
NEAU, Failli, et LE CREDIT FONCIER FRAN-
CO-CANADIEN, une corporation civile ayant le
siège de ses affaires dans les cité et district de
Montréal, Réquérant.

Un terrain—avec maison et dépendances situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt huit (88), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga; borné en front par la rue Notre-Dam, en arrière par la propriété des commissaires du Havre, d'un côté par la continuation de la rue Malborough et au nord-est par le numéro officiel quatre-vingt-sept (87). Le dit terrain contenant quarante-cinq pieds de front, soixante et huit et six pouces en arrière, cent quarante deux pieds dans la ligne sud-ouest, et cent quarante-huit pieds et six pouces dans la ligne nord-est.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 23 avril 1902. 1669-2
[Première publication, 26 avril 1902.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **ALEXANDRE SYNECK,**
No 893. } du canton de Wright,
dans le district d'Ottawa, médecin, Demandeur;
contre CALIXTE JOANIS, du canton de Bou-
chette, dit district, cultivateur, et Louis Lefebvre,
cultivateur, du dit canton de Bouchette, Tiers-saisi.

Saisis comme appartenant à Louis Lefebvre, à savoir :

Les lots numéros onze et douze (11 et 12), dans le cinquième rang et les lots numéros douze, treize et quatorze (12, 13 et 14), du sixième rang, du dit canton de Bouchette, dans le dit district d'Ottawa—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 13 mai 1902. 1903
[Première publication, 17 mai 1902.]

said city, as official number one thousand and eighty-nine (1089)—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 23rd April, 1902. 1668
[First published, 26th April, 1902.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS**

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH M. MARCOTTE,**
No 33. } Curator, hereunto duly au-
thorized under article 879 of the code of civil
procedure of the province of Quebec, as curator
to the property of HERMENEGILDE CHARBON-
NEAU; Insolvent, and LE CREDIT FONCIER
FRANCO-CANADIEN, a body politic and cor-
porate having its place of business in the city and
district of Montreal, Petitioner.

A lot—with house and dependencies situate in the city of Montreal, known and described as number eighty-eight (88), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-laga; bounded in front by Notre Dame street, in rear by the property of the Harbor Commissioners, on one side by the continuation of Malborough street and on the north east by the official number eighty-seven (87). Said lot containing forty-five feet in front, sixty-eight feet six inches in rear, one hundred and forty-two feet on the south west line, and one hundred and forty-eight feet six inches on the north east line.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 23rd April, 1902. 1670
[First published, 26th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the aforementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **ALEXANDRE SYNECK,**
No. 893. } of the township of Wright,
in the district of Ottawa, physician, Plaintiff;
against CALIXTE JOANIS, of the township of
Bouchette, in the said district, farmer, and Louis
Lefebvre, farmer, of the said township of Bou-
chette, Tiers-saisi.

Seized as belonging to said Louis Lefebvre, to wit :

Lots numbers eleven and twelve (11 and 12), in the fifth range, and lots numbers twelve, thirteen and fourteen (12, 13 and 14), in the sixth range, of the township of Bouchette, in the district of Ottawa—with the members and appurtenances thereto belonging

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Shérif.
Hull, 13th May, 1902. 1404
[First published, 17th May, 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **DAMEO LINATURGEON**,
No. 595. } veuve de Thomas Couture,
en son vivant cultivateur, de la paroisse de Beaumont, dans le comté de Bellechasse ; contre **AUGUSTE TESSIER, JR.**, de la cité de Québec, avocat, en sa qualité de curateur dûment élu en justice à la succession vacante de feu Damase Couture, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Beaumont, dans le comté de Bellechasse, à savoir :

Le lot No 46 (quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant une terre située au premier rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, comté de Bellechasse, le **VINGTIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin.

OHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 15 mai 1902.

Shérif.

1959

[Première publication, 17 mai 1902.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No 2449. } contre **MARY KELLY**,
de la cité de Québec, dans le district de Québec, veuve de Hugh Campbell, et l'un des héritiers de feu Hugh Campbell, à savoir :

Le lot No 4123 (quatre mille cent vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Eustache—circonstances et dépendances. Sujet en faveur du lot No 4122, du dit cadastre, à un droit de passage de sept pieds de largeur sur vingt-huit pieds de longueur, sur le côté nord du dit lot. Sujet à une rente annuelle constituée de \$13.50 au capital de \$225.00, payable à l'honorable Sir C. A. P. Pelletier, de Québec, en deux versements de \$6.75, le premier de mars et de septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **SIXIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin.

OHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 7 mai 1902.

Shérif.

1773.2

[Première publication, 3 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **ALLAN JAMES**
No 325. } **MOORE** ; Deman-
deur ; contre **JOACHIM W. SIMARD**, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans le canton de Newport, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Newport, comme étant le lot numéro cinq B (No 5 B), dans le onzième rang du dit canton, et contenant quatre-vingt dix-huit acres,

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **DAME CELINA TURGEON**,
No. 595. } widow of Thomas Couture,
in his lifetime farmer, of the parish of Beaumont, in the county of Bellechasse ; against **AUGUSTE TESSIER, JR.**, of the city of Québec, advocate, in his quality of curator duly appointed by law to the vacant estate of the late Damase Couture, in his lifetime farmer, of the parish of Beaumont, in the county of Bellechasse, to wit :

Lot No. 46 (forty-six), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a land situate in the first range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Etienne de Beaumont, county of Bellechasse, on the **TWENTIETH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

OHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Québec, 15th May, 1902.

Sheriff.

1960

[First published, 17th May, 1902.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;
No. 2449. } against **MARY KELLY**,
of the city of Québec, in the district of Québec, widow of Hugh Campbell, and one of the heirs of the late Hugh Campbell, to wit :

Lot No. 4123 (four thousand one hundred and twenty-three), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on Saint Eustache street—circumstances and dependencies. Subject in favor of lot No. 4122, of the said cadastre, to a right of passage of seven feet in width by twenty-eight feet in length, on the north side of the said lot. Subject to a constituted annual rent of \$13.50 to the capital of \$225.00, payable to the Honorable Sir C. A. P. Pelletier, of Québec, in two instalments of \$6.75, the first of March and of September.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the **SIXTH** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

OHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Québec, 7th May, 1902.

Sheriff.

1774

[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **ALLAN JAMES**
No 325. } **MOORE**, Plaintiff ;
against **JOACHIM W. SIMARD**, Defendant.

That certain piece of land situate in the township of Newport, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Newport, as being the lot number five B (No. 5 B), in the eleventh range of the said township, and containing

deux vergées et seize perches en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de la partie du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 13 mai 1902.

Shérif.
1907

[Première publication, 17 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **JOSEPH PARE,**
No. 430. } Demandeur ; contre
FRANCOIS XAVIER JEAN ET AL., Défendeurs,
Joseph Jean, un des défendeurs en cette cause,
tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur
dûment nommé à Alcide Jean, fils mineur de Thadé
Jean et de feue Luce Couturier.

Un lot de terre situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro quatre-vingt-cinq (No 85), de la subdivision officielle du lot numéro quatorze cent cinquante-deux (No 1452), du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du quartier Sud, de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par la rue Galt—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 21 avril 1902.

Shérif.
1625.2

[Première publication, 26 avril 1902.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et à des respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne,
Ste-Scholastique, à savoir : } **ROBERT WAT-**
No. 433. } **SON,** Demandeur ;
vs. **JOHN MCPHEE,**
Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé au côté est de la Rivière du Nord (settlement), en la paroisse de Saint-André, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix (290), contenant quatre-vingt-douze arpents et vingt-six perches, plus ou moins.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro deux cent quatre-vingt-onze (291), contenant quatre-vingt-douze arpents et soixante-douze perches, plus ou moins.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro deux cent quatre-vingt-douze (292), contenant quatre-vingt-treize arpents et soixante-treize perches, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées sur les dits lots de terre ci-dessus désignés.

Les dits immeubles seront vendus et adjugés sujet à un bail qui expirera le 1er octobre prochain (1902), l'adjudicataire ne pourra prendre possession des immeubles qu'après cette date.

ninety-eight acres, two roods and sixteen perches in superficies—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of part of the county of Compton, in the town of Cookshire, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 13th May, 1902.

Sheriff.
1908

[First published, 17th May, 1902.]

FIERIE FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **JOSEPH PARÉ,**
No. 430. } Plaintiff ; against
FRANCOIS XAVIER JEAN ET AL, Defendants,
Joseph Jean, one of the defendants in this cause,
as well personally as in his quality of tutor duly
appointed to Alcide Jean, minor son of Thadé Jean
and of the late Luce Couturier.

A lot of land situate in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and designated as the lot number eighty-five (No 85), on the official subdivision of lot number fourteen hundred and fifty-two (No. 1452), on the official cadastral plan and in the book of reference for the South ward, of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by Galt street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, in the city of Sherbrooke, on the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 21st April, 1902.

Sheriff.
1626

[First published, 26th April, 1902.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne,
Ste-Scholastique, to wit : } **ROBERT WATSON,**
No. 433. } Plaintiff ; vs **JOHN**
vs. **MCPHEE,** Defendant,
to wit :

1. A lot of land situate on the east side of the North River (settlement) in the parish of Saint André, comté of Argenteuil, district of Terrebonne, known and described on the official plan and in the book of reference made for the said parish of Saint André, as number two hundred and ninety (290), containing ninety-two arpents and twenty-six perches, more or less.

2. Another lot of land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number two hundred and ninety-one (291), containing ninety-two arpents and seventy-two perches, more or less.

3. Another lot of land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number two hundred and ninety-two (292), containing ninety-three arpents and seventy-three perches, more or less—with the buildings erected on the same lots of land hereinabove described.

The said lots will be sold and adjudged subject to lease which will expire on the 1st of October next (1903). The purchaser can take possession of these lots only after that date.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Saint-André, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain (1902), à UNE heure de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 14 mai 1902. 1951
[Première publication, 17 mai 1902.]

To be sold at the door of the catholic church of the village of Saint-Andrews, on the EIGHT-EENTH day of JUNE next (1902), at ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 14th May, 1902. 1952
[First published, 17th May, 1902.]

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 14 mai 1902.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

1° Qu'en vertu du statut II Edouard VII, ch. 15, amendement la loi des mines de Québec, il est nécessaire d'établir les prix que le gouvernement devra exiger pour les minéraux inférieurs.

2° Que, parmi ces minéraux inférieurs, il en est dont la valeur intrinsèque n'est pas très grande.

Il est en conséquence ordonné de fixer à une piastre (\$1.00) l'acre les minéraux suivants : tourbe, fer des marais, manganèse, ocre, argile réfractaire, terre infusoire, kaolin, pierre (granite, anorthosite, serpentine, calcaire, grès), pierre de construction ordinaire, pierre à chaux, argile commune, marne calcaire, sable ou gravier ordinaire.

Il est ordonné de plus que pour les autres minéraux inférieurs qui ne sont pas énumérés plus haut, le prix en sera de quatre piastres (\$4.00) l'acre, si ces minéraux sont situés à moins de douze (12) milles d'un chemin de fer en opération, et de deux piastres (\$2.00) l'acre, si à plus de douze (12) milles d'un chemin de fer en opération.

1919

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

No 291.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Aubert, comté de l'Islet, les lots suivants, savoir : les Nos 94 jusqu'au No 111 inclusivement, du 1er rang du canton Fournier, paroisse de Saint-Aubert ; les Nos 127 jusqu'au No 138 inclusivement, du 11e rang, et enfin les Nos 11 jusqu'au No 22 inclusivement, du 11e rang, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité d'Ashford, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1923

No 312.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Valentin, savoir : Nos 211, 212, 213, 214, 215 et 201, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Blaise, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1925

Government Notice

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 14th May, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

1. That in virtue of the Statute II Edward VII, ch. 15, amending the Quebec Mining Law, it is necessary to establish the prices which the government should require for the inferior metals.

2. That, amongst these inferior minerals, there are some whose intrinsic value is not very great.

It is accordingly ordered to fix at one dollar (\$1.00) an acre, the following minerals, namely : peat, bog ore, manganese, ocre, refractory clay, infusorial earth, kaolin, stone (granite, anorthosite, serpentine, limestone, sand stone) ordinary building stone, limestone, common clay, calcareous marl, sand or ordinary gravel.

It is also further ordered that for the other inferior minerals which are not mentioned hereinabove, the price will be four dollars (\$4.00) an acre, if these minerals are situated at less than twelve (12) miles from a railway in operation, and two dollars (\$2.00) an acre, if they are at more than twelve (12) miles from a railway in operation.

1920

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

No. 291.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint-Aubert, county of L'Islet, the following lots, to wit : Nos. 94 to No. 111 included, of the 1st range of the township of Fournier, parish of Saint-Aubert ; Nos. 127 to No. 138 included, of the 11th range, and lastly Nos. 11 to No. 22 included, of the 11th range, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Ashford, in the same county.

This annexion, if it is authorized, will come into effect only on the 1st of July next, (1902).

1924

No. 312.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint-Valentin, county of Saint John's, the following cadastral lots of the parish of Saint-Valentin, namely : Nos. 211, 212, 213, 214, 215 and 201, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of Saint-Blaise, in the same county.

This annexion, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1926

No 488.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Jules," la paroisse de ce nom, dans le comté de Bonaventure, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du trois de juin dernier, 1901.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1921

No 1956.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Shawinigan Falls," comté de Saint-Maurice, le territoire suivant, savoir : Partant d'un point sur la rive nord de la rivière Saint-Maurice, sur la ligne divisant le canton de Shawinigan de la seigneurie du Cap de la Madeleine et la ligne de division entre les lots Nos 628 et 624, 625, 626 et 627 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore ; de là, dans la direction du sud-ouest, en suivant les sinuosités de la rivière Saint-Maurice, descendant jusqu'à un point situé sur la rive sud de la rivière Shawinigan, à l'endroit où la dite rivière se jette dans le Saint-Maurice ; de là continuant dans la direction du nord-est et suivant les sinuosités de la rivière Shawinigan en remontant jusqu'à son intersection avec la ligne de subdivision entre le canton de Shawinigan et la seigneurie du Cap de la Madeleine, et de là suivant la dite ligne de subdivision, jusqu'au point de départ ; avec en outre une île située dans la rivière Saint-Maurice portant le No 629 des plan et livre de renvoi de la susdite paroisse de Sainte-Flore, et aussi trois autres îles situées dans la même rivière et portant les numéros 1050, 1051 et 1052, des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1967

No 881.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Turgeon," le territoire suivant, savoir : les rangs A, B et C du canton Turgeon, comté d'Ottawa, ainsi que les lots Nos 1 jusqu'à 20 inclusivement, du premier rang du dit canton Turgeon ; de plus les lots 62 jusqu'à 68 inclusivement, du premier rang du canton Loranger, dans le même comté. Ce territoire ne faisant partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1965

— PROVINCE DE QUÉBEC.

— Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre

No. 488.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of Saint-Jules, the parish of that name, in the county of Bonaventure, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the third of June last, 1901.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1922

No. 1956.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Shawinigan Falls," county of Saint Maurice, the following territory, to wit : Starting from a point on the north bank of the river Saint Maurice, on the line dividing the township of Shawinigan from the seigniorie of Cap de la Magdeleine, and the dividing line between lots Nos. 628 and 624, 625, 626 and 627 on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore ; thence, in a south west direction, following the windings of the river Saint Maurice, going down to a point situate on the south bank of the river Shawinigan, at the place where the said river empties into the Saint Maurice ; from thence, continuing in a north east direction and following the windings of the river Shawinigan going up to its intersection with the subdivision line between the township of Shawinigan and the seigniorie of Cap de la Magdeleine, and from thence, following the said subdivision line, to the starting point ; with, moreover, an island situate in the river Saint Maurice, bearing the number 629 of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Flore, and also three other islands situate in the same river and bearing the numbers 1050, 1051 and 1052, of the official plan and book of reference of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, county of Champlain.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1968

No. 881.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Turgeon", the following territory, to wit : the ranges A, B and C of the township Turgeon, county of Ottawa, as also the lots Nos. 1 to 20 inclusively, of the first range of the said township Turgeon ; also the lots 62 to 68 inclusively, of the first range of the township Loranger, in the same county. This territory not forming part of any school municipality.

This erection, if it is authorized, to take effect only on the 1st of July next, 1902.

1966

— PROVINCE OF QUEBEC.

— Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of

dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

- Canton Mékinac.*
Lot 13, du 4e rang, à Paul Doucet.
Canton De Cabonnes.
Lot 3, du 1er rang, à Jos. Plourde.
Lot 3, du 2e rang, à Jos. Boisclair.
Canton Caaton.
Lot 10, du 19e rang, à Alf. Boucher.
Sainte-Flore du Cap de la Magdeleine.
Lot 42, du rang Saint-Théophile, à Jos. Auclair.
Canton Armagh.
1er rang S. E.
Lot 38 et $\frac{1}{2}$ S. O., du lot 39, à R. Fradet.
Lot 45, à P. Jolin.
Canton Mailloux.
Lot 11, du rang N. E. riv., à J. Laliberté, fils.
E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 17 mai 1902.

1963

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 2962.

Dame Céline Michaud, de l'endroit appelé Saint-Mathias de Cabano, épouse de John Albert Ellis, du même endroit, marchand de bois, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Albert Ellis, du dit endroit de Saint-Mathias de Cabano, commerçant de bois, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instruite en cette cause, le 15ième jour de mai 1902.

CARROLL & CIMON,
Procureurs de la demanderesse.
Fraserville, 15 mai 1902. 1969

land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

- Township Mékinac.*
Lot 13, of 4th range, to Paul Doucet.
Township De Cabonnes.
Lot 3, of 1st range, to Jos. Plourde.
Lot 3, of 2nd range, to Jos. Boisclair.
Township Caaton.
Lot 10, of 19th range, to Alf. Boucher.
Sainte Flore of Cap de la Magdeleine.
Lot 42, of Saint Théophile range, to Jos. Auclair.
Township Armagh.
1st range S. E.
Lot 38 and S. W. $\frac{1}{2}$, of lot 39, to R. Fradet.
Lot 45, to P. Jolin.
Township Mailloux.
Lot 11, of N. E. riv., range, to J. Laliberté, son.
E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 17th May, 1902.

1964

Miscellaneous Notices

Province of Quebec }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 2962.

Dame Céline Michaud, of the place called Saint Mathias de Cabano, wife of John Albert Ellis, of the same place, lumberman, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said John Albert Ellis, of the said place of Saint Mathias de Cabano, lumberman, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case, on the fifteenth day of May, 1902.

CARROLL & CIMON,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 15th May, 1902. 1970

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 20.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20.

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :—Demande d' :—Divers lots de Saint-Prosper à Sainte-Rose de Watford, comté de Dorchester, 1022 ; Divers lots de Saint-Aubert, comté de l'Islet, 1050 ; Divers lots de Saint-Valentin à Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, 1050 ; Divers lots de la municipalité de Métabetchouan à la municipalité de Saint-André, Lac Saint-Jean, 9023 ; Divers lots de la municipalité de Saint-Bruno, au canton Synai, Lac Saint-Jean, 1023 ; Divers lots de la municipalité de Saint-Pacôme à la municipalité de N.-D. du Mont-Carmel, Kamouraska, 1023.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1019.

AVIS :—Assemblée générale annuelle :—Chemin de fer Québec Central, 1034 ; Prix pour les minéraux inférieurs, 1050.

AVIS DE CANCELLATION :—Contons de :—Armagh, 1052 ; Caxton, 1052 ; DeCalonnes, 1052 ; Mailoux, 1052 ; Mekinac, 1052 ; Sainte-Flore du Cap-de-la-Magdeleine, 1052.

BILLE PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1029 ; Conseil législatif, 1028.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE :—Murray Bay Convalescent Home, 1031.

FAILLIS :—Blanchette, 1040 ; Blouin & Frères, 1039 ; Cairns, 1038 ; Gingras, 1039 ; Gorman & Gulman, 1039 ; Hurtibise & Co., 1038 ; Lebel, 1039 ; Létourneau, 1039 ; Moreau, 1038 ; Ouellet, 1038 ; Smith, 1039.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—John D. Duncan Co., 1034 ; La Cie Hamilton, 1035 ; The Charles A. Bull Produce Coy, 1035 ; The Grocers Manufacturing Co, 1035 ; The Quebec Building Coy, 1036 ; The Sainte Anne Power Coy, 1037 ; White Elephant Club, 1037.

LETTRES PATENTES EMISES :—Union Home and Real Estate Coy, 1024 ; Victoria Yacht Club, 1024.

LICITATIONS :—Dme McGillis vs McGillis et al, 1041 ; Quintal vs Quintal et al, 1041 ; Teel vs Teel et al, 1042.

LIQUIDATION :—The Whitham Shoe Co., 1040.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—De Amable Bernard à Zép. Nap. Raymond, 923.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Canton de Maddington, comté d'Arthabaska, 1024.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en :—Kiamika, comté d'Ottawa, 1023 ; Lac des Commissaires, comté du Lac Saint-Jean, 1022 ; Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice, 1051 ; Saint-Jules, comté de Saint-Bonaventure, 1051 ; Turgeon, comté d'Ottawa, 1051.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE :—La Minerve, comté d'Ottawa, 1022.

NOMINATIONS :—Commissaires d'écoles :—Cité de Montréal, 1020 ; Saint-Edmond du Lac au Saumon, comté de Témiscouata, 1020.

MUNICIPALITIES ANNEXED :—Application for :—Several lots of Saint Prosper to Sainte-Rose de Watford, county of Dorchester, 1022 ; Several lots of Saint Aubert, county of l'Islet, 1050 ; Several lots of Saint Valentin, to Saint Blaise, county of Saint John's, 1050 ; Several lots of the municipality of Métabetchouan to the municipality of Saint André, Lake Saint John, 1023 ; Several lots of the municipality of Saint Bruno, to the township of Synai, Lake Saint John, 1023 ; Several lots of the municipality of Saint Pacôme to the municipality of N.-D. du Mont Carmel, Kamouraska, 1023.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices &c, 1019.

NOTICES :—Annual general meeting :—Quebec Central Railway, 1034 ; Prices for the inferior metals, 1050.

NOTICES OF CANCELLATION :—Townships of :—Armagh, 1052 ; Caxton, 1052 ; DeCalonnes, 1052 ; Mailoux, 1052 ; Mekinac, 1052 ; Sainte-Flore du Cap-de-la-Magdeleine, 1052.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1029 ; Legislative Council, 1028.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Murray Bay Convalescent Home, 1031.

INSOLVENTS :—Blanchette, 1040 ; Blouin & Frères, 1039 ; Cairns, 1038 ; Gingras, 1039 ; Gorman & Gulman, 1039 ; Hurtibise & Co, 1038 ; Lebel, 1039 ; Létourneau, 1039 ; Moreau, 1038 ; Ouellet, 1038 ; Smith, 1039.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—John D. Duncan Co., 1034 ; La Cie Hamilton, 1035 ; The Charles A. Bull Produce Coy, 1035 ; The Grocers Manufacturing Co, 1035 ; The Quebec Building Coy, 1036 ; The Sainte Anne Power Coy, 1037 ; White Elephant Club, 1037.

LETTERS PATENT ISSUED :—Union Home and Real Estate Coy, 1024 ; Victoria Yacht Club, 1024.

LICITATIONS :—Dme McGillis vs McGillis et al, 1041 ; Quintal vs Quintal et al, 1041 ; Teel vs Teel et al, 1042.

LIQUIDATION :—The Whitham Shoe Co., 1040.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :—From Amable Bernard to Zép. Nap. Raymond, 923.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Township of Maddington, township of Arthabaska, 1024.

SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect into :—Kiamika, county of Ottawa, 1023 ; Lac des Commissaires, county of Lake Saint John, 1022 ; Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, 1051 ; Saint Jules, county of Bonaventure, 1051 ; Turgeon, county of Ottawa, 1051.

SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED :—La Minerve, county of Ottawa, 1022.

APPOINTMENTS :—School commissioners :—City of Montreal, 1020 ; Saint Edmond du Lac au Saumon, county of Témiscouata, 1020.

Juges de paix :—District de Chicoutimi, 1020 ; Joliette, 1019 ; Kamouraska, 1020 ; Montréal, 1019 ; Ottawa, 1020 ; Richelieu, 1024 ; Saint-François, 1020.

Recorder :—Cité de Sorel, 1019.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 1021 ; Jour de Victoria, 1020.

RÈGLES DE COUR :—Paiement vs Goldstein, 1040.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Brouillard vs Brouillard, 1032 ; Gobeil vs Morris, 1032 ; Latty vs Statton, 1034 ; Say vs Dandurand, 1033 ; Létourneau vs Plouffe, 1032 ; Macrae vs Waldron, 1033 ; Michaud vs Ellis, 1052 ; Raymond vs Déry, 1033 ; Robert vs Robillard, 1032 ; Roy vs Bachand, 1033 ; Scott vs Walker, 1033 ; Sisco vs Heath, 1032 ; Vermette vs Spinard, 1033 ; Viau, vs Labelle, 1032.

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Paré vs Grenon, 1034.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 1025.

VENTE PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :—Church Society vs Turgeon, 1044 ; Moreau vs Gingras, 1044.

KAMOURASKA :—Dme Joncas *et vir* vs Dme Roberge, 1044.

MONTREAL :—Charbonneau, failli, 1047 ; Charlebois, vs Théoret, 1045 ; Dme Panet vs Dme Chaput, 1045 ; Naud & Germain vs Drapeau, 1046 ; Watt vs Hannah, 1046.

OTTAWA :—Syneck vs Joanis, 1047.

QUÉBEC :—Dme Turgeon vs Tessier *és-qual*, 1048 ; La cité de Québec vs Dme Kelly, 1048.

SAINT-FRANÇOIS :—Moore vs Simard, 1048 ; Paré vs Jean *et al*, 1049.

TERREBONNE :—Watson vs McPhee, 1049.

Justices of the peace :—District of Chicoutimi, 1020 ; Joliette, 1019 ; Kamouraska, 1020 ; Montreal, 1019 ; Ottawa, 1020 ; Richelieu, 1024 ; Saint Francis, 1020.

Recorder :—City of Sorel, 1019.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1021 ; Victoria Day, 1020.

RULES OF COURT :—Paiement vs Goldstein, 1040.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Brouillard vs Brouillard, 1032 ; Gobeil vs Morris, 1032 ; Latty vs Statton, 1034 ; Say vs Dandurand, 1033 ; Létourneau vs Plouffe, 1032 ; Macrae vs Waldron, 1033 ; Michaud vs Ellis, 1052 ; Raymond vs Déry, 1033 ; Robert vs Robillard, 1032 ; Roy vs Bachand, 1033 ; Scott vs Walker, 1033 ; Sisco vs Heath, 1032 ; Vermette vs Spinard, 1033 ; Viau vs Labelle, 1032.

SEPARATIONS AS TO BED AND BOARD :—Dme Paré vs Grenon, 1034.

SALE OF TIMBER LIMITS, 1025.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Church Society vs Turgeon, 1044 ; Moreau vs Gingras, 1044.

KAMOURASKA :—Dme Joncas *et vir* vs Dme Roberge, 1044.

MONTREAL :—Charbonneau, insolvent, 1047 ; Charlebois vs Théoret, 1045 ; Dme Panet vs Dme Chaput, 1045 ; Naud & Germain vs Drapeau, 1046 ; Watt vs Hannah, 1046.

OTTAWA :—Syneck vs Joanis, 1047.

QUEBEC :—Dme Turgeon vs Tessier *és-qual*, 1048 ; The city of Quebec vs Dme Kelly, 1048.

SAINT FRANCIS :—Moore vs Simard, 1048 ; Paré vs Jean *et al*, 1049.

TERREBONNE :—Watson vs McPhee, 1049.